

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES DÉPOTS
DANS
CERTAINS ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS
OUVERTS AU PUBLIC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

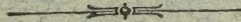
Le mardi 17 mars 1908, à 1 heure.

PAR

Charles QUELOZ

Président : M. PLANIOL, professeur.

*Suffragants : { MM. AMBROISE COLIN, professeur.
BARTIN, professeur.*



PARIS
LIBRAIRIE DES FACULTÉS
A. MICHALON
26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

DES DÉPOTS

DANS

CERTAINS ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

OUVERTS AU PUBLIC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 17 mars 1908, à 1 heure.

PAR

Charles QUELOZ

Président : M. PLANIOL, professeur.

*Suffragants : { MM. AMBROISE COLIN, professeur.
BARTIN, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1908

PRÉFACE

Il ne faut pas chercher dans cette thèse un exercice de littérature ; j'ai conçu cette étude comme un travail éminemment pratique, présentant dans un style concis une analyse détaillée des solutions de la doctrine et de la jurisprudence. Le faisant, c'est à tous ceux, — et ils sont nombreux, — à qui le répertoire juridique est inconnu que j'ai voulu être utile.

L'habitude est peut-être désuète et l'idée orgueilleuse de faire une dédicace à ce genre de travail. Je ne puis néanmoins résister au plaisir d'adresser à tous ceux qui furent de près ou de loin les collaborateurs de cette étude un hommage de respectueuse reconnaissance, hommage qui pour être, — oh ! si peu — public, n'en est pas moins sincère.

A ma famille d'abord dont la sollicitude m'a orienté et dirigé.

A mes professeurs, à tous sans exception, car ce travail, couronnement des études, est la manifestation

d'une formation intellectuelle à laquelle tous ont concouru.

Enfin, je tiens avant de terminer ma vie d'étudiant à affirmer à tous mes camarades un affectueux et durable souvenir.

Paris, le 7 février 1908.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

LE DÉPOT D'HOTELLERIE EN DROIT ROMAIN

La responsabilité spéciale des hôteliers résulte en droit romain de l'édit perpétuel.

Il ne faudrait pas en conclure qu'auparavant aucune action ne compétait contre eux.

Déjà existaient les actions *legis aquiliæ* et *furti* contre l'auteur d'un vol ou d'un dommage causé à un voyageur dans une auberge, ces actions étaient données contre l'aubergiste lorsqu'il était l'auteur du préjudice.

Dans les cas plus fréquents où l'auteur restait inconnu, ces actions n'étaient pas données; il en existait d'autres :

D'abord, une action *locati conducti*, si l'hôtelier avait reçu ou devait recevoir un salaire pour la garde, que la location ait eu pour objet soit tout ou partie de l'hôtellerie, soit les soins de l'hôtelier.

Ensuite une action *depositi*, si l'aubergiste n'avait pas stipulé de salaire spécialement pour la garde des effets du voyageur (Maynz II, § 279, 4^e note ; Van Wetter III, § 197 ; Muhlenbruch, § 453). (L. 3, § 1, D. IV, 9 ; Mackeldey, §§ 431 et 473).

L'exercice de ces actions nécessitait un certain nombre de conditions : l'action *locati* supposait une faute de l'hôtelier, que le voyageur devait démontrer ; l'action *depositi*, un dol de sa part. (L. 3, § 1, D. IV, 9).

En fait la preuve de ces deux éléments constitutifs de la responsabilité était souvent impossible pour le voyageur.

De plus, on avait alors de nombreuses raisons de suspecter l'ordre et la moralité des hôteliers de l'époque (L. 1, § 1 *in fine*. D. IV, 9).

Les auberges étaient très sales, lieux remplis de puces, de vermine (Pline, IX, 154) en été, où se pratiquait en grand, et à l'état normal, la prostitution. La pierre d'Aesernia ne nous laisse aucun doute sur ce point : le salaire de cette complaisance figure normalement sur la note du voyageur (Friedlaender,

t. III, l. VII; Momsen et Marquardt, II, 100; Dezobry, t. I, lettre 1; Cujas, ss. D. IV, 9).

Les prix, il est vrai, étaient très bas (le prix d'un repas, sans vin, était environ 3 as, soit 21 centimes), mais les aubergistes se rattrapaient sur les menus frais, grugeant les voyageurs « ayant l'habitude de tondre et plumer les gens comme les épines arrachent la laine aux moutons » (Polybe, II, 5; Friedländer : *Mœurs des Romains du règne d'Auguste à la fin des Antonins*, III, l. VII; Dezobry : *Rome au siècle d'Auguste*, I, lettre 1; Momsen et Marquardt : *La vie privée des Romains*, II, 100).

La sécurité des voyageurs ne devait pas être très complète, du moins à ce que nous pouvons supposer en lisant les anecdotes que nous rapporte Cicéron sur l'auberge de Mégare (Cicéron : *De Divinatione*, I, 27. — *De Inventione*, II, 4; V. Momsen et Marquardt, *loc. cit.*).

C'est du reste l'unique raison que donne Pomponius de l'introduction dans l'Édit Perpétuel des deux actions dont nous allons parler (L. 2, § 1, D. IV, 9).

L'Édit introduisit deux actions, toutes deux *in factum*, l'une *rei persecutoria*, naissant *quasi ex contractu* au simple, l'autre *pœnæ persecutoria* naissant *quasi ex delicto* et au double.

A la première se rapporte la majorité des textes contenus au Digeste L. IV, titre 9; à la seconde se

rapporte le titre 5 du Livre XLVII, quelques textes du titre 9 du Livre IV et le paragraphe 3 du titre 5, L. IV des Institutes.

La formule était la suivante:

S. p. N^m N^m cum navem exerceret, Aⁱ Aⁱ res q. d. a. salvas fore recepisse neque restituisset, quanti ea res erit, t. p., judex N^m; N^m A^o A^o condemna si non paret absolve. (Rudorf, E. P. § 47. Otto Lenel, t. I, titre XI, § 49, p. 147.)

Cette formule était commune aux actions *adversus nautas, caupones, stabularios*; c'est ce qui explique la présence du mot *navem* au lieu de *cauponam* dans la formule.

L'action *pænæ persecutoria* était naturellement d'une étendue moins considérable que l'action *rei persecutoria*. Restreinte quant aux personnes, — elle était accordée contre l'hôtelier mais non contre ses héritiers (L. 7, § 6 *in fine*. D. IV, 9): — elle l'était aussi quant aux cas d'application.

Il fallait prouver que le dommage avait été causé par le dol des employés de l'hôtelier (L. 1, § 6, D. XLVII, 5. — L. 6, § 1, D. IV, 9) ou des individus qui habitaient normalement l'hôtel, pensionnaires ou locataires (L. 1, § 6, D. XLVII, 5. — L. 6, § 3, D. IV, 9).

L'hôtelier a pu, disaient les jurisconsultes, choi-

sir ses domestiques et a choisi ses pensionnaires en les acceptant et en les conservant. Quant aux voyageurs il n'a pu les choisir.

Aussi un doute s'est-il élevé sur le point de savoir si l'aubergiste est libre d'accepter ou de refuser des voyageurs. Nous avons à ce sujet deux textes contradictoires, d'Ulpien tous deux :

La L. 6, § 3 au Digeste (L. XLVII, 5):

Nec repellere potest iter agentes ;

et la L. 1, § 1 (L. IV, 9.)

Nam est in ipsorum arbitrio ne quem recipiant.

La conciliation de ces deux textes se fait assez facilement. L'aubergiste par le fait de son enseigne offre ses services aux passants ; mais cette offre est insuffisante au point de vue théorique, il faut qu'elle soit maintenue en fait à chaque voyageur et sur ce point l'hôtelier a toute liberté (L. 1, § 1, D. IV, 9). En pratique l'hôtelier ne peut refuser les voyageurs, car il n'a pas de motifs sérieux de le faire ne les connaissant pas, c'est donc au point de vue de pur fait que parle la L. 6, § 3 (D. XLVII, 5) (Van Wetter : *Les obligations en droit romain*, III, sect. III et note. Muhlenbruch : *Doctrina Pandectarum* : §.453, note). Seul Maynz dénie à l'aubergiste le droit théo-

rique de refuser les voyageurs, et prétend que la L. 1, § 1, veut dire simplement que nul n'est forcé de se faire aubergiste (Maynz, II, § 279, 4°, note 9). Nous n'insisterons pas, cette explication est trop fantaisiste.

L'action pénale s'applique à tous les effets du voyageur introduits dans l'hôtel (L. 1, § 6; D. IV, 9).

Elle est motivée aussi bien par le dommage causé que par le vol des effets du voyageur, à condition que ce soit le fait des employés ou des pensionnaires de l'hôtelier.

Cette action est au double du préjudice subi (L. 1, § 2, D. XLVII, 5). Cependant lorsque l'auteur du dommage est un esclave de l'hôtelier, celui-ci peut se libérer en faisant l'abandon noxal (L. 7, § 4, D. IV, 9).

Il n'a pas la même faculté lorsque l'auteur du préjudice est l'esclave d'un tiers, car, disent les jurisconsultes, il se sert de l'esclave qu'il possède, tandis qu'il peut choisir ceux qu'il emprunte (L. 1, § 5, D. XLVII, 5). En fait il aurait pu mieux choisir son esclave en l'achetant.

L'action *in factum rei persecutoria* est donnée à tout voyageur payant ou non (L. 6, pr., D. IV, 9) contre l'hôtelier pour le dommage subi par ses effets dans l'hôtellerie, à condition toutefois que le dépositaire ait agi en qualité d'hôtelier (L. 3, § 2, D. IV, 9).

Cette action compète exclusivement contre le hôteliers, et ne s'étend pas aux taverniers.

La responsabilité de l'hôtelier s'étend à tous les effets du voyageur quels qu'ils soient (L. 4, § 2, et L. 1, § 6, D. IV, 9.), à quelque moment qu'ils aient été introduits. Peu importe que le déposant en soit ou non propriétaire (L. 1, § 7, D. IV, 9) pourvu que le voyageur ait intérêt à ce qu'ils lui soient rendus et en bon état (L. 1, § 7, précitée ; Cujas, ss. D. IV, 9).

L'aubergiste assume la charge dès l'entrée des effets dans l'hôtel et même antérieurement par la remise aux préposés chargés spécialement de cette mission (L. 1, §§ 2, 3, 4, D. IV, 9, L. 3, § 1. ej. tit. ; Cujas, ss. D. IV, 9).

La remise à un individu non préposé à ce service engagerait même le patron s'il en a eu connaissance (Muhlenbruch, § 453).

Aucune formalité ni convention n'est exigée entre voyageur et hôtelier (L. 1, § 8, D. IV, 9 ; Maynz, § 279, 4°, Van Wetter, III, § 197, 1 ; Cujas, ad. h. tit.).

Le seul fait de l'entrée des effets, les met aux risques du maître d'hôtel ; il répondra de tout vol, de tout dommage, quel qu'en soit l'auteur : domestique pensionnaire, voyageur ou passant (L. 1, § 8, D. IV, 9 ; Van Weter, III, § 197, I, 1°).

Cette responsabilité est d'autant plus exorbitante que le voyageur n'aura pas à prouver la faute de

l'hôtelier, au contraire si celui-ci veut se libérer il devra prouver l'absence de faute de sa part (L. 3, § 1, D. IV, 9).

La limite de cette responsabilité n'est pas le cas fortuit, qui représenté en cette hypothèse par le fait du voyageur ou du passant, est à la charge de l'hôtelier, mais la force majeure, celle qu'aucune vigilance humaine n'eût pu éviter (L. 3, § 1 *in fine*, D. IV, 9 ; Maynz, II, § 279 ; Van Wetter, III, § 197, I, 2° ; Muhlenbruch, § 453).

L'hôtelier n'est pas forcément condamné à porter un aussi lourd fardeau ; il peut par convention spéciale avec chaque voyageur se libérer partiellement ; mais il lui faut le consentement exprès du voyageur (L. 7, pr., D. IV. 9 ; Muhlenbruch, § 453 *in fine* ; Van Wetter, III, § 197, I, 1° ; Maynz, II, § 279, 4°, note 13). Les affiches n'ont aucune valeur, leur connaissance étant postérieure à la formation du contrat (Van Wetter, III, § 197).

La responsabilité de l'hôtelier expire lors de la sortie des effets. Dès ce moment l'aubergiste ne répond même plus du fait de ses employés (L. 7, pr., D. IV, 9).

Cette action étant donnée *ad rem persequendam* est au simple. Elle est perpétuelle (L. 3, § 4, D. IV, 9). Elle survivra donc à la mort de l'hôtelier et sera

accordée contre ses héritiers, même au profit des héritiers du voyageur (L. 3, § 4, D. IV, 9).

Elle ne peut se cumuler avec l'action *furti* et le juge devra refuser la formule ou bien l'hôtelier pourra opposer d'une *exceptio doli* (L. 3, § 5, D. IV, 9).

CHAPITRE II

LE DÉPOT D'HOTELLERIE DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS.

Durant le moyen âge, la renommée des hôteliers ne s'est guère améliorée ; heureusement, l'hospitalité privée largement pratiquée, offrait au voyageur l'abri sûr que n'eût pu lui donner l'hôtellerie publique. Les tableaux et romans de l'époque sont très clairs sur ce sujet. Les œuvres de Villon, du moins celles dans lesquelles il se fait le poète des gueux et tirelaines, sont particulièrement édifiantes (Villon : *Les Repues franches*).

Successivement, nous voyons les Rois de France prendre des mesures pour assainir un peu la fréquentation de ces lieux, et l'exercice de cette profession, mais la multiplicité même des ordonnances nous prouve le peu de résultat dont elles étaient suivies.

Aussi ne devons-nous pas nous étonner, de l'har-

monie touchante et parfaite avec laquelle les juriconsultes d'alors proclament comme jadis dans l'ancienne Rome que « l'on doit mettre grand cure de réfréner la desloyauté des hôteliers » (Pierre de Fontaines : *Conseil à un ami*, XX).

Cette mauvaise renommée ne persistera pas dans tout le cours de notre ancien droit ; à une certaine époque nous verrons les Parlements et les auteurs craindre de façon à peu près égale, l'exploitation des aubergistes par les filous et celle des honnêtes gens par les aubergistes.

L'auberge était alors « un lieu destiné à recevoir, loger et nourrir les voyageurs » (Denisart, v^o *Aubergiste*, II, § I, 1^o).

A coté de l'auberge proprement dite, s'établit surtout dans les grandes villes un genre d'hôtel inconnu auparavant, l'hôtel garni (Denisart, *loc. cit.*, § 1, 2^o) ; ces deux formes furent immédiatement assimilées (Denisart, *loc. cit.*) à l'exclusion des cabarets (Denisart *loc. cit.*, § IV).

La clientèle était strictement limitée : car il était interdit aux maîtres d'hôtel de recevoir des personnes domiciliées dans le lieu. Le voyageur seul pouvait donc se prévaloir des mesures de précaution prises contre l'aubergiste. Cette défense d'héberger les domiciliés remonte à une ordonnance de saint Louis de décembre 1254 (art. 36). Depuis cette épo-

que elle a été renouvelée plusieurs fois; en particulier par un arrêt du Parlement de Paris du 30 avril 1579 (Delamarre : *Traité de la police*, III, XLVI, ch. XXIV ; Denisart, *loc. cit.*).

En dehors des mesures de police destinées à assurer la sécurité des voyageurs, le droit civil créa une protection pour les effets déposés dans ces établissements ; ces effets sont des plus variés et vont depuis les bijoux de prix, jusqu'au linge et aux habits de valeur minime (argument de divers arrêts).

Les formalités constitutives du dépôt d'hôtellerie étaient beaucoup moins déterminées qu'en droit romain ; aussi les solutions de la doctrine et de la jurisprudence sont souvent contradictoires ; et ni dans l'une ni dans l'autre branche ne règne une harmonie même relative.

L'ordonnance de 1667 autorise la production de témoins pour dépôts faits en logeant dans une hôtellerie entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse (Ord. de 1667, XX, art. 4 ; Isambert, t. XVIII, p. 137).

Cet article semble exiger deux choses, d'abord le logement du déposant dans l'auberge, ensuite le dépôt aux mains du tenancier. Sur ce second point l'ordonnance ne fut jamais en vigueur ; aucun arrêt ne nous en présente l'application.

Les Assises de Jérusalem ne prévoient également

que la remise des objets aux mains de l'hôte (Assises de la Cour des Bourgeois, CVI à CIX).

Les jurisconsultes ont émis toutes les opinions sur la question :

Beaumanoir exige formellement le dépôt des objets aux mains de l'hôte car « il convient qu'ils leur soient baillies en commande » (*Cout. de Beauvoisis*, ch. XXXVI, n° 7. Édit. Salmon, n° 1113).

Pothier n'est pas moins énergique ; il étaie sa solution sur une interprétation erronée du droit romain (Pothier, V, 79).

Domat, moins catégorique, exige en principe la remise à l'hôtelier, mais pour établir la responsabilité de celui-ci à l'égard des faits d'autres voyageurs ; il admet dans tous les cas la responsabilité du fait des domestiques (Domat, III, XVI, sect. 1).

Pierre de Fontaines ne semble pas avoir eu une idée unique sur la question ; il nous dit d'une part qu' « il est en lor volonté qu'il n'en recoivent nule sanz garde » et quelques lignes plus loin : « Peu importe qu'ils soient baillies au mestre del ostel, car je crois qu'ils doivent recevoir la garde de totes choses qui sont mises en son hostel. » (Pierre de Fontaines : *Conseil à un ami*, XX.)

Malgré cette contradiction nous croyons pouvoir avancer que ce jurisconsulte était partisan de la responsabilité du dépôt sans remise réelle. Il est très

catégorique à propos des « deniers et joiax » que le voyageur a pu conserver « sans le dire à l'hoste » et qui auraient été volés : « S'il peut estre seu et prové rendre les doit. » (Pierre de Fontaines, *loc. cit.*) Il écarte même la nécessité d'une déclaration.

Peut-être, en écrivant la première proposition que nous avons citée, pensait-il aux conventions contraires qui peuvent intervenir entre hôteliers et voyageurs ?

D'autres auteurs partagent nettement sa manière de voir et n'exigent aucune formalité, aucune remise. (Despeisses, I, VI. Charondas Le Caron : *Mémorables observations du droit français*, 530, 531).

Il est bien difficile dans ces conditions de former une opinion dominante, à moins de se contenter de la faible majorité qui se prononce pour la constitution de ce dépôt sans remise aux mains de l'hôte.

La jurisprudence nous présente une série de solutions, dans laquelle il est difficile de démêler le fil directeur.

Deux arrêts sont cités par tous les auteurs :

L'un du Parlement de Paris du 14 août 1582 a rendu un aubergiste responsable d'un vol commis dans son étale au préjudice d'un voiturier qui y avait déposé et enfermé à clef des marchandises.

L'autre du Parlement de Toulouse du 27 février 1584 qui à un cas identique a donné la même solu-

tion (Maynard, VIII, 83. — Ch. Le Caron, 530-531.
— *Dict. des Arrêts*, v^o *Hôtelier*, § 4, p. 643).

Il convient d'y ajouter un arrêt du Parlement de Rouen du 14 juin 1616 qui a admis la même responsabilité au cas de dépôt dans une cour d'auberge (Bibliot. des Arrêts. Lettre H, IV, § 8).

De ces arrêts l'on conclut généralement que notre ancien droit n'exigeait aucune remise ni déclaration des effets aux mains de l'hôte. A notre avis, cette conclusion est trop absolue. Jamais les Parlements ne se sont prononcés d'une façon catégorique, au contraire les motifs et commentaires qui nous sont rapportés avec ces arrêts, condamnent cette conclusion, pour partie du moins.

En principe nous admettrons la conclusion que la plupart des auteurs modernes ont tirée des solutions de l'ancien droit ; et nous essaierons de démontrer qu'il y a une exception de portée considérable.

Maynard, en nous rapportant l'arrêt du 14 août 1582, nous cite un passage des considérants :

« Il fut dit que l'hoste répondrait des marchandises empaquetées, conduites en son logis, qui n'étaient dans la chambre du voiturier. » (Maynard, *loc. cit.*)

La portée de cette réflexion est très grande, elle présente sous un jour nouveau l'arrêt en question. Le Parlement commence à craindre l'exploitation des aubergistes par les filous ; il pense qu'il est bien

difficile de savoir si ont réellement été apportés les effets que le voyageur prétend avoir déposés dans sa chambre; que d'autre part, il est plus facile de se fixer sur l'existence d'objets déposés dans les communs de l'hôtel, où voyageurs et domestiques circulent librement et ont pu les apercevoir.

Cette idée se fait sentir dans quantité d'arrêts.

Ainsi le Parlement de Paris a, le 27 mai 1639, déchargé de toute responsabilité un hôtelier dont la bonne avait volé des papiers et de l'argent enfermés dans un coffre donné par l'hôte et déposés dans sa chambre par un voyageur.

Le 27 juillet 1691, le même Parlement acquitte un hôtelier dont la bonne a volé, dans les mêmes conditions, en se servant de la clef de la chambre, que conformément au règlement le voyageur avait déposé dans la chambre de l'hôte.

Enfin d'autres arrêts ont prononcé dans le même sens : du 29 novembre 1664, du 27 août 1667, etc. (Bardet et Lalaure, VIII, 21).

Le plus explicite de ces arrêts est de beaucoup celui du 22 janvier 1575. Dans cette espèce l'hôtelier, pour unique défense, déclarait que certainement il était responsable des marchandises mises en son logis même sans qu'il se fut chargé de les garder; mais qu'il y avait grande différence avec celles déposées dans la chambre fermée, dont la clef est à la dispo-

sition de celui qui y loge et où il est là pour y mettre ordre. (Parlement de Paris, 25 jan. 1575, Maynard, II, VIII, 82.)

Devant cette question de principe nettement posée, le Parlement n'a pas reculé et a déchargé l'hôtelier de toute responsabilité.

La jurisprudence semble donc avoir admis en principe qu'aucune remise ni déclaration n'était nécessaire pour mettre à la charge de l'hôtelier des effets du voyageur, mais devant des nécessités, ou du moins des considérations qui lui parurent telles, elle fit à ce principe une exception, pour les objets que le voyageur garde dans sa chambre. Les motifs en sont clairs, nous les avons exposés brièvement.

La portée pratique de cette exception était assez considérable bien qu'à cette époque, au moins pour la province, la clientèle principale des hôteliers fût constituée par les rouliers, dont les bagages restaient dans les communs, et quelquefois sur la route même à proximité de l'hôtel.

Du reste il nous faut bien remarquer que la jurisprudence ne faisait pas de cette exception une règle immuable. La nature des motifs qui la lui avaient fait établir, permettait en certains cas de l'écarter.

L'honorabilité du voyageur, sa réputation sans tache en conflit avec la moralité douteuse d'un hôtelier, devait emporter vivement les scrupules des Par-

lements ; et le fait arriva fréquemment (Arrêts des 21 juin 1718 et 7 juillet 1724, et les considérations qui suivent dans Bardet et Lalaure, VIII, 21.)

Bientôt certains auteurs partagèrent l'opinion de la jurisprudence, et exigèrent du voyageur la déclaration du nombre et de la quotité des effets qu'il conservait avec lui ; cette déclaration devait enlever toute incertitude sur l'existence de ces objets. (Dela-marre. *Traité de la Police*, t. III, l, V, 46, 24.)

Antérieurement à l'entrée des effets dans l'hôtel, le tenancier répond des objets confiés à ses préposés à condition que ceux-ci aient agi dans l'exercice de leur fonction ; la remise d'objets de prix à un marmiton n'est pas opposable au maître à moins qu'il n'en ait eu connaissance : « Si l'on baille à telle garçonnaille sans le seu del seigneur, sa chose à garder, li sires n'en est pas tenu. » (Pierre de Fontaines, XX, § 3.)

La doctrine est unanime sur ce point et la jurisprudence n'est pas moins explicite. L'hôtelier n'est pas tenu « des dépôts qu'on met entre leurs mains par ce qu'on suit leur foy et non pas celle de leur maître. » (Arrêt du Parlement de Rennes, 5 décembre 1691. *Dictionnaire des Arrêts*, v° *Hôtelier*, § 4, p. 643.)

L'hôtelier est tenu d'apporter à la conservation des dépôts qui lui sont faits la plus grande diligence. Il

nous paraît nécessaire de diviser les dépôts en deux catégories, conformément à la distinction que nous avons faite plus haut.

D'une part, les dépôts faits dans les communs de l'hôtel ou avec remise entre ses mains ; pour ceux-ci pas de difficulté.

D'autre part les dépôts faits dans les chambres sans déclaration.

Pour les premiers l'hôtelier répond de toute faute même très légère (Pothier, V, 77. — Domat, III, XVI, sect. 1). Le dépôt n'est pas gratuit, il n'y a pas, il est vrai, de salaire spécial ; mais c'est un des bons offices que tout hôtelier rend à ses clients (Pothier, *loc. cit.*). Du reste ce salaire n'est pas un élément constitutif de sa responsabilité et celle-ci existe même à l'égard de ceux que l'hôtelier reçoit gratuitement « par amors » (Pierre de Fontaines, XX, 7). Il suffit que l'hôtelier ait agi dans l'exercice de sa profession et non à titre d'ami ; car dans ce cas il devient dépositaire ordinaire, soumis au droit commun (Arrêt du Parlement de Paris, 21 mai 1594, Henri Beaune, *Droit coutumier français*, t. IV, VII, p. 404).

L'hôtelier répond aussi du fait de ses préposés ; il n'est libéré que par la force majeure, c'est-à-dire par le fait qu'aucune vigilance n'eût pu écarter (Pierre de Fontaines, XX, 12. — Domat, III, XVI, sect. 1). Le cas fortuit reste donc à sa charge (Arrêts des Par-

lements de Paris, 14 août 1582. Toulouse, 27 février 1584. Maynard, II, VIII, 82). Ces arrêts mettent à sa charge le vol avec effraction qui est bien un cas fortuit.

Du reste il nous faut remarquer que le voyageur n'a pas à prouver la faute de l'hôtelier. Il prouvera simplement le dépôt des effets et le vol ou le dommage. L'hôtelier répondra donc du fait des voyageurs et des passants. Sa responsabilité est plus lourde que celle du droit commun ; et nos anciens auteurs n'en donnent d'autre justification que la mauvaise renommée qui s'attache à cette profession (Pierre de Fontaines, Domat, Pothier, *loc. cit.*).

Nous abordons la difficulté en arrivant aux objets laissés dans les chambres.

En cette hypothèse l'hôtelier répond sans aucun doute de son fait et de sa faute personnelle, cette responsabilité est de rigueur en tout contrat.

C'est pourquoi un arrêt a condamné un hôtelier à dédommager un voyageur dans le cas suivant : un autre voyageur s'était emparé de la clef du premier dans la chambre de l'hôte où elle était déposée conformément au règlement et avait volé de l'argent déposé dans un coffre (Arrêt du Parlement de Paris, 22 janv. 1675. *Journal du Palais*, I, 624).

Il y avait faute de l'hôtelier, le voyageur n'aurait pas dû pouvoir s'emparer de la clef ; dans une hypo-

thèse identique, mais où le vol avait été commis par une servante, l'aubergiste s'est vu acquitter ; car il n'y avait pas faute de sa part, la servante ayant besoin des clefs pour le service (Arrêts du Parlement de Paris, 27 mai 1639 et 27 juillet 1691. Bardet et Lalaure, VIII, 21).

La jurisprudence qui n'exige pourtant pas la remise des objets aux mains de l'hôte, se montre ici moins sévère que Pothier et Domat qui professent pourtant une opinion en principe plus rigoureuse. Ces deux auteurs admettent la responsabilité de l'hôte, du fait de ses préposés dans tous les cas, même en l'absence de remise réelle des effets (Pothier, V, 79. Domat, III, XVI, sect. 1).

En principe la jurisprudence décharge l'hôte du fait des tiers, quand une faute de sa part ou de la part de ses préposés n'est pas prouvée. C'est ainsi qu'un arrêt a acquitté un aubergiste qui démontrait qu'aucun de ses gens n'avait pu se rendre coupable du fait (Arrêt du Parlement de Paris, 4 avril 1727. Bardet et Lalaure, VIII, 21).

Ce n'est qu'en considération de l'honorabilité exceptionnelle du voyageur, et d'une moralité douteuse de l'hôtelier que le Parlement a laissé fléchir son principe (Arrêt du Parlement de Paris, 7 juillet 1724. Bardet et Lalaure, *loc. cit.*).

Un auteur semble affirmer que l'hôtelier serait res-

ponsable si une déclaration lui eût fait connaître la nature et la valeur de ses effets (Delamarre. *Traité de la Police*, t. III, l. V, 46, 24), mais aucune décision à notre connaissance n'a fait application de cette idée.

Si la faute de l'hôtelier établit sa responsabilité, par une juste réciprocité, la faute du voyageur diminue celle de son hôte.

La faute du voyageur pour entrer ainsi à la décharge de l'hôtelier, doit avoir été la cause au moins occasionnelle du dommage.

Toute responsabilité de l'hôtelier fut ainsi écartée pour un vol commis dans l'antichambre où un voyageur, envoyé du duc de Lorraine, avait laissé une malle contenant des diamants; il y avait là simple mais grosse imprudence (Arrêt du Parlement de Paris, 7 décembre 1700. Delamare, t. III, L. V, 46, 24).

Si la faute vient d'un employé ou domestique du voyageur, la solution est la même. Le domestique d'un voyageur ordonne à un domestique de l'hôtel, d'aller faire une ronde dans les écuries; à la suite de cette visite, reconnue inutile par la suite, le feu éclate. L'aubergiste s'est vu acquitter (Parlement de Paris, 4 août 1637. Bardet et Lalaure, II, VI, 25).

Telle est à notre avis la responsabilité de l'hôtelier. Les éléments constitutifs en sont divers et toulus, et grande sera la difficulté de les établir.

Le voyageur en actionnant l'hôtelier, devra prouver l'existence du dépôt, c'est-à-dire l'introduction des effets dans l'hôtel ou leur remise aux mains de l'aubergiste.

Cette preuve ne sera pas toujours facile, d'abord il est impossible d'exiger une preuve écrite, la manière dont se forme le dépôt, et les circonstances qui en exigent la formation ne laissent pas de place pour une telle formalité.

Le droit romain et notre ancien droit, jusqu'à l'Ordonnance de Moulins, admettaient en matière de dépôt volontaire la preuve testimoniale. Aucune difficulté ne s'élevait donc en cette matière.

L'ordonnance de 1566 interdit la preuve testimoniale au-dessus de 100 livres (Ord. de Moulins, art. 54). Les Parlements se divisèrent alors.

Les Parlements de droit écrit voulant *excipi sacri arcanique depositi causam* suivant la formule de Cujas (Paratitla *in fine* au Code Depositum, IV, 34) écartèrent pour le dépôt l'application de l'article 54 de l'ordonnance de Moulins, et continuèrent à admettre la preuve testimoniale sans limitation de valeur, en cette matière (Arrêt du Parlement de Toulouse, 30 juin 1632. Louet, D. 33).

Les Parlements de coutume, au contraire, appliquèrent l'ordonnance en matière même de dépôt, estimant que « celui qui n'a pour preuve de son dépôt que

la foy de celui auquel il le baille doit suivre cette foy en la restitution du dépôt » (Arrêt du Parlement de Paris, 28 juin 1599. Louet, D. 33). Mais ces Parlements faisaient exception en matière de dépôt nécessaire, auquel ils assimilaient le dépôt d'hôtellerie (Arrêt des Grands Jours de Clermont, 25 octobre 1582. Louet, D. 33).

Ainsi le dépôt d'hôtellerie ne se ressentit pas de cette division, et continua dans les deux parties juridiques de la France à vivre sous le régime antérieur.

L'Ordonnance de 1667 sur la réforme de la procédure consacra l'ensemble de la jurisprudence des Parlements de pays coutumier en matière de dépôt, et autorisa l'emploi de la preuve testimoniale en matière de dépôt nécessaire par conséquent de dépôt d'hôtellerie qui lui était assimilé. Toutefois le texte de l'Ordonnance réservait cette faveur aux dépôts faits entre les mains de l'hôte (Ord. du 18 février 1667, titre XX, art. 4. Isambert, t. XVIII).

Les Parlements appliquèrent la première partie de l'article mais ignorèrent la plupart du temps la condition finale.

Ce système n'était pas nouveau : Les Assises de Jérusalem nous présentaient un ensemble de dispositions analogues :

La déposition de « deux garens » faisait foi du dépôt et de sa valeur ; à défaut de ces témoignages,

l'hôte était cru sur son serment. qu'il rendait les choses en tel état qu'il les avait reçues.

Ce système de preuves n'était applicable, comme le laisse prévoir la fin de la disposition, qu'en cas de dépôt aux mains de l'hôte (Assises de la Cour des Bourgeois, CVIII et CIX).

Toutefois en établissant ce régime de faveur pour cette hypothèse de dépôt, le législateur ne voulut pas qu'il en fût fait mauvais usage ; craignant que ce ne devint une arme aux mains des filous. contre les hôteliers, dont quelques-uns au moins étaient supposés alors capables d'honnêteté, l'auteur de l'ordonnance laisse au juge la faculté d'autoriser ou de refuser l'admission de la preuve testimoniale « suivant les circonstances du fait et la qualité des personnes » (Ord du 18 févr. 1867, art. 4 *in fine* Isambert, *loc. cit.*)

C'est là une disposition très sage en principe quoique dangereuse en pratique. Évidemment le juge impartial, renseigné sur la moralité des parties en cause aura un excellent moyen d'empêcher l'accomplissement d'une injustice ; mais pour être juge, on n'en est pas moins homme, et l'intérêt est une considération qui même à l'insu de la personne qu'elle influence, détermine souvent des résolutions qu'en d'autres circonstances elle ne jugerait pas conformes à la stricte équité.

En absence de toute preuve, le voyageur peut être cru sur son serment, de l'existence et de la valeur des choses qu'il réclame. (Arrêt en robe rouge, Parlement de Paris, 14 août 1582. Charondas, *loc. cit.* Arrêt du Parlement de Rennes, 5 décembre 1691. ds. de Perchambault, *Coutume de Bretagne* XI, § 71.) Mais on ne la défère jamais à l'hôtelier car *hoc genus est furacissimum*, contrairement aux dispositions des Assises de Jérusalem.

Contre les allégations dûment prouvées du voyageur, l'hôtelier ne pourra se défendre qu'en démontrant ou la faute du voyageur qui a causé le dommage ou la force majeure. Ces deux excuses sont de pur fait, et tous les moyens peuvent être employés pour les établir.

Si le voyageur veut répliquer et arguer de faute l'hôtelier ou un de ses domestiques, la même solution s'applique.

Dans l'opinion que nous avons admise, si les objets réclamés sont restés dans la chambre du voyageur, il faudra que celui-ci démontre la faute de l'hôtelier, s'il veut le charger de la responsabilité de leur valeur. (Arrêt du Parlement de Paris, 4 avril 1727. Bardet et Lalaure, VIII, 21.)

Ainsi acculé, l'hôtelier doit rendre le dépôt ou en payer la valeur, qui sera établie par témoins ou par le serment du voyageur. (Arrêts du Parlement de

Paris, 14 août 1582; du Parlement de Rennes, 5 décembre 1691, précités.)

Les Parlements se reconnaissent le droit de fixer jusqu'à quelle somme le voyageur sera cru, et cela, suivant son honorabilité. Ce droit est le comble même de l'arbitraire; mais il ne détonne pas en cette matière où tout est considération de moralité.

Née à l'entrée des effets dans l'hôtellerie, la responsabilité de l'hôte disparaît lors de la sortie de ces effets hors des limites de son établissement; il cesse à ce moment d'être l'hôtelier, ne répond plus de rien ni de personne, et ces deux individus à l'instant liés par une lourde responsabilité, redeviennent deux inconnus.

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATION ACTUELLE

GÉNÉRALITÉS

Dans l'historique que nous avons placé en tête de cette étude, il n'est question que du dépôt d'hôtellerie; c'est que nous n'avons relevé aucune dissertation théorique, ni aucun arrêt se rapportant à d'autres cas de dépôts dans des établissements qui quoique privés fussent ouverts au publics.

Dans cette catégorie nous rangeons :

Le dépôt d'hôtellerie ;

Le dépôt dans les établissements de bains ;

Le dépôt dans les gares au départ ;

Le dépôt aux vestiaires des théâtres ;

Le dépôt dans les cafés et restaurants ,

Tous les établissements que nous venons de citer sont bien des lieux privés que le commerce ouvre au public.

Il eût été préférable pour la commodité des recherches, et la clarté des détails de traiter séparément chaque cas, mais cette méthode outre le défaut d'unité présenterait l'inconvénient d'amener des redites, et de rendre ainsi plus fatigante la lecture de cette étude.

Nous avons cru préférable de poursuivre un développement parallèle des particularités de ces diverses hypothèses par ordre de matière.

Nous avons divisé cette étude en onze chapitres.

CHAPITRE PREMIER

NATURE DES DÉPÔTS

Le Code traite très sobrement la question du dépôt d'hôtellerie dans la section du dépôt nécessaire ; et il établit une assimilation entre ces deux espèces de dépôt.

Cette assimilation existait déjà dans notre ancien droit, motivée par l'impossibilité matérielle et morale d'obtenir une preuve écrite et détaillée des objets que l'on introduit avec soi dans l'hôtellerie. Cette raison est de plus en plus énergique, si l'on considère l'augmentation du nombre des voyageurs, à une époque où la rapidité des communications contribue précisément à allonger la longueur des étapes, par suite à diminuer le nombre des centres, en y augmentant l'afflux des voyageurs.

Mais malgré tout, le dépôt d'hôtellerie comme ses succédanés, est un dépôt volontaire ; sa formation n'est pas entourée des circonstances accidentelles que le Code nous présente comme essentielles à la formation d'un dépôt nécessaire. La meilleure preuve de cette différence est précisément dans l'assimilation

qu'on a cru devoir faire, et faire explicitement.

La raison de l'assimilation établie par le Code n'est pas particulière au dépôt d'hôtellerie, elle existe à des degrés divers dans toutes les hypothèses.

Le dépôt dans les bains publics est aussi nécessaire que celui d'hôtellerie, au moins pour les effets personnels, comme mode de formation ils sont identiques, et il y a même impossibilité de se procurer une preuve écrite.

Le dépôt que dans les gares fait chaque voyageur, des bagages qu'il veut enregistrer, durant le temps qu'il va chercher son billet, est nécessaire, le billet étant indispensable à l'enregistrement, et l'impossibilité est complète d'avoir un reçu écrit, sauf toutefois dans certaines gares de Paris où la compagnie délivre un bulletin de pesage, dès l'entrée des bagages, au vu duquel sera établi le bulletin d'enregistrement.

Si les autres cas ne présentent pas la même nécessité, ils présentent du moins une haute et incontestable utilité, tant pour le porteur que pour ses voisins.

Ces raisons ne sont pas suffisantes, pour admettre une assimilation que la loi n'a pas formulée. Le régime du dépôt nécessaire et exceptionnel et l'identité de situation et de motif n'est pas une raison suffisante pour que l'interprète déroge à la règle de stricte interprétation des exceptions.

Du reste la portée de cette discussion est très faible. La responsabilité du dépositaire salarié étant plus considérable que celle du dépositaire nécessaire, elle se réduit à une simple question de preuve, admission ou rejet de la preuve testimoniale au-dessus de 150 francs. Les principes généraux en matière de preuve nous amènent au même résultat. L'article 1348, § 1, autorise l'emploi de la preuve testimoniale dans tous les cas « où il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation contractée envers lui ». Or les cas que nous envisageons rentrent tous dans cette catégorie. Les circonstances qui entourent leur formation écartent toute possibilité de rédaction d'une preuve écrite.

Cette tentative n'a pas été la seule ; une autre a été faite dont la portée eût été beaucoup plus considérable. Laurent, le champion ordinaire de l'interprétation littérale, a été cependant l'un des plus énergiques défenseurs de cette idée (Laurent, XXVII, 147 et suiv.).

Les arguments de principe qu'il expose sont de valeur inégale :

Le Code, dit-il d'abord, ne parle que des hôteliers et aubergistes parce que le droit romain et notre ancien droit ne connaissaient que cette hypothèse. Les articles du Code n'ont donc que la portée d'un exem-

ple et le régime qu'ils établissent doit être étendu à tous les cas analogues. Ce n'est du reste que remplir sans le dépasser le droit de l'interprète.

Évidemment les auteurs du Code n'ont pas envisagé d'autres hypothèses que celles des jurisconsultes antérieures; mais rien n'autorise à conclure de là que les dispositions prises ne valent qu'à titre d'exemple. Enfin la similitude des cas, l'identité de motifs sont des arguments qui s'adressent plutôt au législateur qu'à l'interprète.

Enfin, attaquant pour se défendre, le jurisconsulte belge accuse ses adversaires de condamner eux-mêmes leur système en appliquant aux hôtels garnis, bien que l'on n'y donne pas la nourriture, le régime des hôteliers. Mais cet argument repose sur une confusion : les interprètes admettent l'application du régime des hôteliers aux logeurs en garni « parce qu'ils les considèrent comme hôteliers » et non « quoi qu'ils ne les considèrent pas comme hôteliers ». L'interprète même en matière exceptionnelle a le droit et le devoir de définir les termes de la loi.

Nous nous trouvons donc en face de deux genres de dépôts, régis par des règles différentes : tandis que l'un suit des règles exceptionnelles, les autres sont régis purement et simplement par le droit commun.

CHAPITRE II

DES PARTIES AU CONTRAT DE DÉPÔT

La différence de régime qui sépare le dépôt d'hôtellerie des autres dépôts, nous oblige à délimiter nettement ce qu'est l'aubergiste ; nous examinerons ensuite les quelques difficultés relatives aux autres cas de dépôts.

Entre hôtelier et aubergiste, il n'y a de différence que par l'importance de l'exploitation : l'un est l'aristocratie d'un commerce dont le second représente la plèbe.

La caractéristique commune de cette profession est de fournir le logement au voyageur (Aubry et Rau, IV, § 406, p. 628 ; Pont, *Pet. Contr.*, I, 526), la présentation de la nourriture n'est qu'un accessoire (*Contra*, Laurent, XXVII, 147).

D'abord c'est une profession, c'est-à-dire une occupation habituelle et un moyen de vivre.

Cette première idée nous fait écarter les propriétaires qui profitent d'une affluence considérable causée par une foire ou une exposition pour louer leurs appartements en garni (Pont, *Pet. Contr.*, I, 529; Aubry et Rau, IV, § 406, p. 628; Nîmes, 18 mai 1825, *D. Rép. Gén.*, v° *Dépôt*, 163; S. chr., 1825-1827, 2.78; *J. du P.*, 1825, 514. En sens contr., Laurent, XXVII, 149; Guillouard, 133 et suivants; Baudry-Lacant., XX, 1238).

Ce fait isolé ne constitue pas l'exercice d'une profession. La cour de Nîmes a pris en considération le défaut de patente; ce n'est pas, croyons-nous, un critérium. Le rôle des patentes est établi par l'administration des contributions directes pour l'assiette de l'impôt, sous sa responsabilité et à son point de vue, il ne peut servir au point de vue juridique. La question est de pur fait, donc laissée au libre arbitre des juges.

Partant de la même idée, nous ne pouvons ranger dans la catégorie des hôteliers, le propriétaire d'un lieu d'attache de chevaux, où ceux qui remettent font eux-mêmes le service et fixent les stalles de séparation. Cette propriété ne peut être considérée comme l'exercice d'une profession, et reste seul responsable le propriétaire de l'animal auteur du dommage (Trib. civ. Lyon, 3 juin 1892; *Gaz. Pal.*, 93.1.10).

Le logeur en garni rentre parfaitement dans la défi-

nition que nous avons donnée de l'hôtelier ; comme lui, il fait profession de loger les voyageurs (Duran-ton, XVIII, 78 ; Duvergier, XXI, 521 ; Pont, *Pet. Contr.*, I, 526 ; Aubry et Rau, IV, § 406, note 1 ; Guillouard, n° 135 ; Baudry-Lacant., XX, 1231 ; Hue, XI, 256 ; Trib. civ. Seine, 20 janvier 1883. *Gaz. Pal.* 84.1.93 ; Trib. civ. Lyon, 24 mai 1899. D. 99. 2. 443).

Très souvent, le logeur en garni loue au mois ou à l'année des appartements destinés à devenir la résidence habituelle des locataires. En ce cas la responsabilité des hôteliers ne paraît plus leur incomber, car ce genre de location dépasse le commerce ordinaire de l'hôtelier qui se limite à des séjours essentiellement temporaires (Aubry et Rau, IV, § 406, note 1, *in fine* ; Arg. Cass., 27 juin 1811. S. chr. 1809-1811. 1.370 ; Trib. civ. Lyon, 24 mai 1899, D. 99.2.443. En sens contr., Trib. civ. Seine, 20 janv. 1883. *Gaz. Pal.*, 84.1.93).

La recherche effrénée du confort qui caractérise l'époque actuelle, a amené la création d'un appareil de locomotion qui semble non seulement rentrer dans la définition que nous avons donnée de l'hôtelier, mais paraît même en être la plus exacte expression.

Le wagon-lit est en pratique un véritable hôtel ambulant, en est-il de même au point de vue juridique ?

D'aucuns l'ont prétendu, arguant de ce qu'il con-

tient des cabinets meublés d'un lit comme les chambres d'hôtel, et que même il contient un restaurant, que ne possèdent pas des hôtels garnis que l'on range pourtant dans la catégorie des hôtels.

Nous ne pouvons admettre cette théorie. Si les wagons-lits ne sont pas la propriété des compagnies de transports, leur propriétaire a passé avec celles-ci un traité : c'est la compagnie de transport qui délivre le billet, et reste seule responsable vis-à-vis du voyageur en cas d'inexécution. La compagnie des wagons-lits se substitue pour le transport à la compagnie qui a délivré le billet.

En plus, le prix de ce billet est calculé comme le prix de toute place proportionnellement à la longueur du trajet. Ceci ne s'expliquerait pas, si la compagnie ne se considérait pas comme entrepreneur de transport.

Le wagon-lit n'est qu'un très confortable wagon, que la compagnie met à la disposition des voyageurs sans perdre son caractère de compagnie de transport (Trib. civ. Nice, 9 fév. 1892. D. 93. 2. 179 ; Trib. civ. Seine, 14 mai 1892. D. 93. 2. 180. S. 92. 2. 156 ; Trib. civ. Seine, 25 nov. 1892. D. 93. 2. 587. S. 93. 2. 107 ; Cass., 3 fév. 1896. D. 98. 1.502. S. 96. 1.165).

Il nous semble plus difficile encore de faire rentrer dans la définition de l'hôtelier, le tenancier de bains publics. Pourtant cette doctrine est soutenue par

un grand nombre d'auteurs, non des moindres, et sanctionnée par quelques arrêts.

L'établissement de bains, disent ces auteurs, est un lieu public comme l'hôtel, où les cabines se louent comme des chambres d'hôtel, et sont garnies pour leur destination (Laurent, XXVII, 150; Pont, *Pet. Contr.*, I, 527; Guillouard, 137; Huc, 257; Trib. civ. Rouen, 21 mars 1883. D. 84. 3. 8. S. 85. 2. 167; Bruges, 19 mars 1902. D. 05. 2. 46).

Malgré ces arguments, la similitude des deux cas ne nous paraît pas très frappante. L'hôtelier fournit un logement que ne donnent pas les baigneurs publics. Le critérium que nous avons donné, nous oblige à rejeter cette opinion. Qu'il s'agisse d'établissements de bains ordinaires, ou de cabines installées sur une plage, le local fourni ne sert qu'à cacher le baigneur pendant qu'il se déshabille (Aubry et Rau, IV, § 406, p. 628; Baudry-Lacant., XX, 1244; Caen, 17 décembre 1875. D. 76. 2. 190. S. 76. 2. 49).

Les cafetiers et restaurateurs ne donnent que la nourriture, pour ce motif nous ne pouvons leur appliquer la responsabilité réservée aux hôteliers (Pont, *Pet. Contr.*, I, 528; Aubry et Rau, IV, 406, p. 628; Guillouard, 139; Huc, 258; Baudry-Lacant., XX, 1244; Trib. civ. Seine, 30 juill. 1867 D. 75. 1. 220, note; Trib. civ. Lyon, 11 mai 1900. D. 04. 2. 327).

En un cas, la jurisprudence a fait à un restaura-

teur une juste application de la responsabilité de l'hôtelier. Ce restaurateur avait l'habitude de loger à la nuit la clientèle qu'il attirait dans son établissement par l'appât du libertinage. Quoiqu'il n'eût pas le titre d'hôtelier, il en réunissait toutes les caractéristiques (Aix, 20 juin 1867. D. 67.5.332).

D'autres hypothèses ont encore été étudiées, que l'on a essayé de faire rentrer dans la catégorie des hôteliers; mais en faveur de cette solution les voix sont moins nombreuses.

Le dépôt dans les vestiaires des théâtres ne présente aucune analogie avec le dépôt d'hôtellerie; il n'y a pas prestation de logement (Baudry-Lacant., XX, 1242; Paris, 23 avril 1902. D. 03.2.323. En sens contr., Guillouard, 138; Huc, 258; Trib. civ. Seine, 5 janv. 1888; S. 88.2.45).

La même question s'est posée pour les propriétaires de bateaux-lavoirs: ceux-ci ne sont rien moins qu'hôteliers; ils louent aux laveuses un établissement qui ne ressemble en rien à une chambre d'hôtel, et dans un but qui ne peut être comparé au logement. Du reste il n'y a pas dépôt: durant le lavage le linge reste sous la garde des laveuses, et si durant le séchage il reste dans les cabines fermées à clef, c'est en vertu d'une jouissance locative que l'on ne peut assimiler à celle d'une chambre d'hôtel, étant donné que les laveuses conservent les clefs (Baudry-Lacant.,

XX, 1243 ; Cass., 26 janv. 1875. D. 75.1.219. S. 75. 1.256).

L'hôtelier tel que nous venons de le déterminer, exerce une profession spéciale, bien distincte des autres hypothèses que nous nous proposons d'étudier. A cette profession s'attache une responsabilité spéciale, comme nous le verrons plus tard ; mais à une condition, c'est que l'hôtelier ait agi dans l'exercice de son métier.

En lui se trouvent réunies deux personnalités, l'homme privé et le professionnel ; c'est à cette seconde face de l'individu que s'appliquent les articles 1952 et suivants. La première face ne relève que du droit commun.

La haute importance de cette distinction, fait vivement sentir l'absence de critérium théorique. La gratuité du logement n'est pas suffisante, car la gratuité d'un service est souvent une opération commerciale très fructueuse.

Le tribunal chargé de juger le fonds, peut seul, d'après les circonstances, les relations antérieures des deux parties, apprécier en quelle qualité le dépositaire a agi (Bourges, 30 juillet 1828. D. *Rép. gén.*, v° *Dépôt*, n° 160).

Le législateur de 1804, en établissant le régime spécial des hôteliers, a eu en vue les relations ordinaires de cette profession avec le voyageur. Mais le

voyageur n'est pas seul à fréquenter les hôtels, il importe donc de bien le définir.

Dans le sens strict du mot le voyageur est un individu qui se rend d'un lieu à un autre ; il apparaît au moment où il quitte sa résidence habituelle, pour disparaître au moment où il y rentre. Ce sens était le seul possible dans notre ancien droit où plusieurs ordonnances interdisaient aux habitants de fréquenter les hôtels de leur résidence.

Nous ne donnerons pas à ce mot un sens aussi strict. La disposition de notre ancien droit n'a plus aujourd'hui la même raison d'être, et si jusqu'à ces derniers temps elle a, du moins en principe, survécu dans les règlements ecclésiastiques de certains diocèses, elle a aujourd'hui disparu même de ce dernier retranchement, après y avoir figuré longtemps comme lettre morte. Cette restriction n'est du reste pas toujours rationnelle ; le voyageur commence, avant que l'individu sorte de sa résidence et continue après qu'il y est rentré : Les délais nécessaires aux déménagements et emménagements sont la préface et l'épilogue du voyage.

Il faut donc chercher un autre critérium.

Nous croyons l'avoir trouvé dans la durée du séjour. Le voyageur est essentiellement instable, ses séjours sont de courte durée.

La difficulté se présente fréquemment en prati-

que, car il est dans les grandes villes, nombre de personnes qui fixent pour des séjours prolongés leur résidence dans des hôtels meublés. Ces personnes ne peuvent revendiquer la qualité de voyageur, ni se prévaloir de la responsabilité spéciale de l'hôtelier (Aubry et Rau, IV, § 406, p. 628; Trib. civ. Lyon, 24 mai 1899, D. 99. 2. 443).

Il ne faudrait pas croire que les logeurs en garni ont le monopole de ce genre de location. Un arrêt déjà ancien a refusé le bénéfice des articles 1952 et suivants à un commerçant qui dans un hôtel, louait une chambre à l'année pour lui servir de bureau (Angers, 15 juillet 1857. D. 57. 2. 167).

Notre solution a l'inconvénient de laisser à l'arbitraire du juge le soin de fixer dans chaque cas la durée, étant donné son but, que peut avoir le voyage. Mais il est impossible d'éviter cette imperfection. La longueur du séjour étant fonctions des motifs du voyage (Trib. civ. Lyon, 24 mai 1899, précité).

En règle générale, le voyageur habite à l'hôtel où il dépose ses effets ; mais ce n'est pas pour lui une obligation. Le dépôt ne change pas de nature, si le voyageur laisse ses effets, va habiter ailleurs, l'hôtelier prévenu évidemment, et revient ensuite les chercher. Le séjour à l'hôtel n'est pas un élément essentiel de la responsabilité (Metz, 17 avril 1812. D. *Rép. gén.*, v° *Dépôt*, n° 160. S. chr., 1812-1814. 2. 85

Rennes, 26 décemb. 1833. D. *Rép. gén.*, v^o *Dépôt*, n^o 170 ; S. 34. 2. 286. En sens contr., Pont, *Pet. Cont.*, I, 534 ; Guillouard, 142 ; Baudry-Lacant., XX, 1201).

C'est de cette idée que la Cour de Lyon a fait application en rendant responsable conformément aux articles 1952 et suivants l'hôtelier dépositaire d'un cheval en litige (Lyon, 26 janvier 1825. S. 1825-1827. 2. 15).

Tout dépôt fait par un voyageur n'engage pas la responsabilité spéciale de l'hôtelier. Il est nécessaire que ce dépôt se rattache au séjour du voyageur, et ne se prolonge pas au delà (Guillouard 141.)

Le dépôt qu'un voyageur ou un individu quelconque ferait à l'hôtelier pour être remis à un tiers ou à un autre voyageur n'est plus un dépôt d'hôtellerie. L'aubergiste n'est plus un dépositaire obligé ; il est choisi en toute liberté par les parties et tout autre personne eût pu rendre le même service ; si l'hôtelier a eu la préférence c'est qu'il est l'intermédiaire le plus commode (Laurent, XXVII, 154 ; Pont., *Pet. Cont.*, I, 534 ; Guillouard, 141 ; Cass., 10 janv. 1832. S. 32. 1. 91. En sens contr., Paris, 6 avril 1829. D. *Rép. gén.*, v^o *Dépôt*, n^o 179, 2^o, en note ; S. chr., 1828-1830. 2. 244).

Pour les autres cas le propriétaire gérant l'établissement est responsable. Il est juste que celui qui est à la tête de l'entreprise commerciale, qui touche les bénéfices, supporte aussi les charges. Les direc-

teurs purement artistiques des tournées théâtrales sont donc dégagés complètement, seul est engagé l'entrepreneur de spectacles, l'impresario.

Cette règle est applicable dans le cas très fréquent où les villes exploitent en régie un théâtre (Trib. civ. Marseille, 26 févr. 1903. D. 03. 2. 185). La règle serait la même s'il s'agissait d'établissement de bains.

CHAPITRE III

ÉLÉMENTS DU CONTRAT

Le dépôt fait entre les personnes que nous avons définies est un véritable contrat.

Les dépôts dans les vestiaires présentent avec évidence ce caractère.

Les autres cas sont moins nets. Ce sont les accessoires d'un contrat principal, et le consentement donné pour celui-ci entraîne l'acceptation de l'accessoire. Le consentement donné est spécial à chaque voyageur ; il ne résulte pas de l'offre permanente et vague contenue dans l'enseigne et qui serait acceptée par le voyageur ; mais cette offre est confirmée par l'acceptation personnelle de chaque étranger.

Cette acceptation est nécessaire ; et tout tenancier d'un établissement peut refuser à qui il lui plaît l'entrée de sa maison (Jugé pour l'aubergiste : Trib. civ. Seine, 14 mai 1892. D. 93. 2. 180. S. 92. 2. 156).

En pratique, la volonté du tenancier est toujours

acquise d'avance, car le client est pour lui une espèce jamais trop nombreuse. Du reste nulle raison n'existerait souvent de le refuser, car il est inconnu.

Il y a exception pour les Compagnies de Chemins de fer ; le monopole qu'elles exploitent leur interdit, dans l'intérêt général, le refus des voyageurs.

La question de capacité ne se pose pas pour ainsi dire. Les dépôts dont nous parlons sont des opérations commerciales, la capacité de faire le commerce suffit donc chez le dépositaire, et à défaut le dépôt suivra de sort du contrat principal.

Du déposant nulle capacité n'est requise, car les dépôts, quelle que soit la capacité du déposant, doivent être exécutés par le dépositaire comme si elle était pleine et entière.

Il n'est évidemment pas nécessaire que le déposant soit propriétaire des choses qu'il réclame, entre lui et le dépositaire cette question n'a aucune importance (Baudry-Lacant., XX, 1230).

Les effets qui font l'objet du contrat de dépôt dans les hypothèses qui nous intéressent, sont très variés suivant les cas.

Le dépôt d'hôtellerie comprend les choses les plus diverses : vêtements, linge, argent, bijoux, papiers. Le terme employé par la loi est générique et s'applique à tous les effets qui peuvent accompagner le voyageur.

La loi parle il est vrai d'effets « apportés par le voyageur ». Certains auteurs ont conclu à l'exclusion des animaux, voitures, etc. (Baudry-Lacant., XX). La tradition est en sens inverse; aussi la doctrine en immense majorité donne à la loi une interprétation très large qu'autorise notre ancien droit et les travaux préparatoires (Fenet, XIV, 495 ; Laurent, XXVII, 155 ; Troplong, XVII, 222 et suivants ; Aubry et Rau, IV, § 406 ; Pont, *Pet. Cont.*, I, 531 ; Hue, 260 ; Lyon, 26 janvier 1825. S. chr. 1825-1827. 2.15 ; Besançon, 21 mai 1859. D. 59.2.166 ; Toulouse, 2 juin 1894. *Gaz. Trib.*, 24 août 1894).

Les autres dépôts sont plus limités, réduits même à quelques objets: pardessus, chapeaux cannes, dans les vestiaires de théâtres et de restaurants, ils sont plus importants dans les établissements de bains, comprennent tous les vêtements et parfois des bijoux et valeurs. Ceux-ci doivent raisonnablement il est vrai, être déposés à la caisse.

Le dépôt au départ peut être pour les compagnies de transport aussi étendu que celui d'hôtellerie ; car le voyageur n'introduit à l'hôtel que les effets qu'il a transportés avec lui.

CHAPITRE IV

FORMATION DU DÉPÔT

En général le dépôt se forme par la remise des objets à celui qui en devient le dépositaire.

L'ordonnance de 1667 (XX, art. 4) ne s'écartait pas de ce principe que les Romains avaient abandonné en matière de dépôt d'hôtellerie. Cet article ne fut jamais appliqué ; tout au plus les Parlements exigeaient-ils une déclaration des objets de valeur.

Revenant à la doctrine romaine, les auteurs du Code ont supprimé même sur le papier cette règle qui restait lettre morte. Le projet portait expressément que l'hôtelier était responsable des effets du voyageur « encore qu'ils n'aient pas été confiés à sa garde personnelle ». Ce membre de phrase fut supprimé sur la demande du Tribunat, non pour rétablir la règle contraire mais pour laisser les juges plus libres de prononcer « selon la qualité des personnes

et les circonstances du fait » (Fenet, XIV, 495 ; Locré, XV, 117).

Cette grande latitude, laissée aux juges par le législateur, ne fut pas suffisante ; et la nécessité se fit sentir de réglementer plus étroitement le dépôt des titres au porteur et des valeurs monnayées. La loi du 18 avril 1889 limita à 1.000 francs la somme dont l'hôtelier est responsable en cas de non dépôt entre ses mains. Ceci n'est qu'une exception au principe que nous avons formulé, et qui reste intact pour toutes les autres matières, même bijoux et joyaux (Guillouard, 156 ; Baudry-Lacantinerie, XX, 1225 ; Huc, 263. — Cass., 9 décembre 1901, D., 03.1.113 ; Aix, 26 octobre 1899, D., 01.2.303 ; Riom, 7 novembre 1894, D., 95.2.558 ; Rouen, 18 juillet 1889, *Gaz. Pal.*, 90.1.125).

Le Tribunal semble avoir prévu que dans certains cas, l'absence d'une déclaration pourrait être prise en considération par les tribunaux (Fenet, Locré, *loc. cit.*). Néanmoins le principe reste acquis, l'introduction dans l'hôtel rend l'hôtelier responsable, sans autre formalité (Troplong, XV, 213 ; Pont, *Pet. cont.*, I, 532 ; Aubry et Rau, IV, § 406, p. 628 ; Laurent, XXVII, 160 et suivants ; Guillouard, 144 ; Baudry-Lacantinerie, XX, 1198 ; Huc, XI, 260. — Cass. Belgique, 26 novembre 1896, D., 98.2.5).

Dès l'instant où les objets franchissent le seuil de

son établissement, l'hôtelier est investi de la responsabilité. Il est responsable même du déchargement opéré chez lui par le voiturier, si un incendie endommage le chargement (Colmar, 8 avril 1845, D., 49. 5.344, *J. P.*, 45. 2. 732). Cette responsabilité n'est pas atténuée si les cours et communs de son hôtel sont grevés de servitude au profit d'un tiers (Metz, 17 avril 1812, D., *Rép. gén.*, v° *Dépôt*, n° 160. S. chr., 1812-1814, 2.85). Peu importe qu'il en ait eu connaissance (Rouen, 4 février 1847, D., 47. 2. 74, S., 48. 2. 452, *J. P.*, 47. 1. 450).

L'entrée des marchandises peut même n'avoir pas eu lieu. Le roulage exigeait d'immenses cours pour abriter les voitures, à défaut de cette installation le stationnement des voitures se faisait sur la route aux abords de l'auberge, ou dans des lieux spéciaux désignés par les municipalités. Cette circonstance particulière n'exonérait pas l'aubergiste (Paris, 15 septembre 1808, S. chro., an XIII, 1808 — 2.435 ; Paris, 14 mai 1839, S., 39. 2.264, *J. P.*, 39, 1.284 ; Amiens, 1^{er} décembre 1846, D., 47. 2.76, S., 47.2.238, *J. P.* 47. 1.111 ; Limoges, 23 décembre 1847, *J. P.*, 48. 1.465).

L'entrée des effets est réputée dans certains cas faite avant d'être réellement. La concurrence oblige les hôteliers à envoyer aux gares des omnibus pour de là, transporter les voyageurs à l'hôtel. Or dès la remise au préposé chargé d'accompagner la voiture

l'hôtelier se trouve responsable (Baudry-Lacant, XX, 1193, — Milan, 19 octobre 1886 ; *Rev. de Droit. intern. privé*, 1888. 427).

Pour extraordinaire que soit la situation de l'hôtelier, elle n'est pas unique en notre droit ; deux autres cas se rencontrent d'une analogie frappante.

Le baigneur public reçoit de la même façon que l'hôtelier le dépôt des effets de ses clients. Il y a lieu de distinguer deux catégories dans les objets apportés : d'une part les bijoux, valeurs, argent et autres non nécessaires à l'habillement. Cette catégorie ne peut être imputée à la charge du tenancier sans formalité. Les dépôts de cette nature doivent être limités au strict nécessaire, et il y a au moins imprudence du client à les conserver sur lui en cette occasion. Deux moyens sont à sa disposition : ou les laisser chez lui, ce qui est toujours possible, ou les déposer à la caisse où un service spécial de garde est presque toujours organisé.

D'autre part les effets d'habillement, pour ceux-là il n'est pas possible d'imposer une formalité quelconque. Le tenancier en sera donc responsable par la seule entrée dans son établissement (Guillouard, *Du dépôt*, n° 137).

La seconde hypothèse est celle du voyageur qui arrive dans une gare avec des bagages qu'il veut enregistrer ; pour le faire il lui faut un billet ; il ne peut

transporter avec lui ses malles, quelquefois très lourdes, devant le guichet de distribution, force lui est donc de les abandonner sur la banquette. Il est normal que la compagnie qui oblige le voyageur à agir ainsi soit responsable des colis. Aussi les arrêts sont nombreux qui décident que la prise en charge des bagages des voyageurs par les compagnies remonte au dépôt sur la banquette du bureau d'enregistrement (Trib. comm. Strasbourg, 11 décembre 1868, D., 69. 3. 69 ; Trib. comm. Marseille, 9 novembre 1870, D., 72. 3. 71, sur appel confirmation Aix, 11 mars 1874. D., 73. 3. 104 ; Trib. civ. Mâcon, 19 mai 1896, D., 99. 2. 164).

Cette responsabilité ne dure que le temps nécessaire à prendre le billet ; si le voyageur, après le dépôt, ne revenait que pour prendre un train suivant, les conditions ne seraient plus les mêmes, et aucune responsabilité n'existerait plus à la charge de la compagnie. (Besançon, 6 décembre 1869, D., 70. 2. 119).

La situation n'est plus la même pour les dépôts dans les théâtres, cafés et restaurants.

S'il y a un vestiaire, le spectateur ou consommateur doit remettre les effets au préposé à ce service ; il y a donc remise réelle au représentant du tenancier. Cette remise peut être faite directement par le déposant, ou par l'intermédiaire d'un autre préposé, gar-

çon, ouvreuse (Trib. civ. Seine, 5 janv. 1888, S., 83. 2. 45, *Gaz. Pal.*, 88. 1. 427).

S'il n'y a pas vestiaire organisé il n'y a pas dépôt, les objets restent sous la surveillance du consommateur ou spectateur (pour les théâtres : Trib. comm. Verviers, 5 avril 1888, *Gaz. Pal.*, 88. 2. suppl. 50. — Pour les restaurants : Trib. civ. Seine, 30 juill. 1867, D., 75. 1. 220, note. — Pour les cafés : Trib. civ. Fontainebleau, 10 décemb. 1903, D., 04. 2. 179).

Le vestiaire qui joue un rôle si considérable dans les hypothèses que nous examinons, consiste moins en un local spécial qu'en un service régulièrement organisé avec un préposé à la réception des effets.

Nous ne pouvons considérer comme vestiaire les porte-manteaux fixés dans les couloirs, vestibules des théâtres (Trib. comm. Verviers, 5 avril 1888, précité), dans les couloirs ou salles des restaurants (Trib. civ. Lyon, 11 mai 1900, D., 04. 2. 327). Le même sort est réservé aux supports placés sur les trottoirs à l'usage des cyclistes (Trib. civ. Fontainebleau, 10 décemb. 1903, D., 04. 2. 179).

Certaines circonstances spéciales peuvent provoquer un doute. Très souvent, dans les établissements bien tenus, un garçon débarrasse le consommateur des effets encombrants, et les place lui-même ; même en l'absence de vestiaire on pourrait prétendre qu'il y a eu remise à un préposé du patron.

Malgré cette objection, il faut rejeter toute idée de responsabilité du patron. Le garçon a agi comme mandataire du client, et a placé les effets où celui-ci les aurait vraisemblablement placés. Il a épargné au consommateur un dérangement. Le garçon ne s'est donc pas engagé lui-même, il n'a pas reçu de dépôt, son patron ne peut donc être rendu responsable ni comme dépositaire, ni comme civilement responsable de son subordonné. (Trib. civ. Lyon, 10 août 1903, D., 04. 2. 469.)

Pour les directeurs de théâtres la question se pose encore à propos des artistes. Il est mis à la disposition de ceux-ci des loges pour se costumer ; dans ces loges ils laissent forcément leurs habits de ville. Ceci peut-il être considéré comme un dépôt ?

Nous ne le croyons pas. La loge doit plutôt être considérée comme un local loué, dont le titulaire conserve la clef, et où il est seul à pénétrer. Le personnel du théâtre n'y entre point, les habilleuses étant choisies par les artistes.

Nous ne rencontrons pas les éléments d'un dépôt ; et aucune similitude ne peut être établie avec une chambre d'hôtel, dont la clef reste au bureau, et où le service est fait par le personnel de l'hôtel.

Nous concluons donc qu'il n'y a pas en ce cas dépôt, et que le directeur ne peut être responsable

du vol ou du dommage. (En sens contr. Marseille, 26 fév. 1903, D., 05. 2. 185.)

C'est là une lacune de notre droit car les loges sont nécessaires aux artistes et ne peuvent être fournies que par le directeur. Il y aurait lieu de créer une responsabilité spéciale à ce cas. (Note de M. Planiol ss. Marseille, 26 fév. 1903.)

CHAPITRE V

RESPONSABILITÉ DU DÉPOSITAIRE

Dans un dépôt volontaire, le dépositaire est tenu d'apporter à la conservation de la chose déposée, le même soin qu'il apporterait à celle de sa propre chose ; en d'autres termes, il est tenu de sa *culpa levis in concreto*. En général tout débiteur est tenu d'une obligation plus grande et doit apporter à la conservation de l'objet de sa dette, le soin qu'y apporterait le bon père de famille théorique idéal ; en d'autres termes, le débiteur est tenu de toute *culpa levis in abstracto*.

La raison de cette différence réside dans le caractère gracieux et gratuit du dépôt. Toutefois la gratuité n'étant pas de l'essence du contrat, il peut être stipulé un salaire. Dans ce cas, la responsabilité se trouve augmentée, pour devenir adéquate à celle d'un débiteur ordinaire.

Les dépôts dont nous avons entrepris l'étude sont tous des dépôts salariés ; peut-être ne figurent-ils pas sur la note à payer ; mais ils font partie des bons offices que, moyennant finances, le client est en droit d'obtenir dans tous les établissements similaires.

Le dépositaire salarié, en vertu du contrat qui le lie, répond de toute faute légère ; il doit, à première réclamation, restituer l'objet du dépôt ou prouver le cas fortuit qui, d'après les principes généraux, le libère vis-à-vis du déposant. Faute de ce faire, il se verra condamner à restituer la valeur du dépôt.

Outre cette responsabilité des faits qui lui sont personnels, le dépositaire en encoure une autre également de droit commun, qui s'applique à tous les cas de responsabilité, qu'elle soit contractuelle ou délictuelle.

Le dépositaire répond de ses préposés (art. 1384). Cette disposition de notre code est dans certains des cas que nous envisageons plus utiles qu'en maintes autres circonstances. Les domestiques du dépositaire entrent plus intimement dans l'existence du déposant, ont les objets à leur discrétion et jouissent ainsi de facilités toutes spéciales pour commettre leurs vols, ou causer le dommage.

La responsabilité qu'établit l'article 1384 n'est qu'un dérivé de la responsabilité personnelle qui incombe au dépositaire. Elle prend naissance dans

la faute qu'a commise l'hôtelier à ne pas choisir un domestique irréprochable, et dans le défaut de surveillance qui a permis à l'employé indélicat de commettre son acte.

L'article 1384 limite cette responsabilité aux faits commis par le préposé dans l'exercice de ses fonctions. Cette restriction est très juste ; mais elle a risqué de compromettre l'existence même du principe. Un tribunal s'est avisé de déclarer qu'en aucun cas le domestique qui vole n'agit dans l'exercice de ses fonctions, parce que jamais il n'a été chargé de faire une pareille besogne. (Paris, 8 mars 1894., D., 98, 2. 462.)

L'idée est réellement bizarre d'admettre que pour perpétrer son délit, le préposé dépose sa qualité de préposé, pour la reprendre immédiatement après. Une telle interprétation serait l'annulation pure et simple de l'article 1384. (Note sous Paris précité.)

La responsabilité n'est évitée au commettant, que si le préposé n'a pas commis son acte au cours de l'exercice de sa fonction.

Tel est le régime de droit commun qui s'applique au dépôt salarié. Le code n'a pas trouvé dans l'ensemble de ces dispositions une protection suffisante pour le voyageur. (Laurent, XXVII, *in fine*.)

Il a créé un certain nombre de dispositions spéciales, dans l'application desquelles il n'a compris

aucun des autres cas que nous étudions. L'exposé que nous venons de faire, est donc celui de la responsabilité générale des dépositaires, dans les cas dont nous avons entrepris l'étude.

Continuant les traditions du droit romain et de notre ancien droit, le code a aggravé considérablement le droit commun en ce qui concerne les hôteliers.

L'article 1953, après avoir déclaré l'hôtelier responsable du vol ou du dommage des effets appartenant au voyageur, soit que le vol ait été fait ou le dommage causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ajoute : « ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie ».

Ces termes sont très amples ; ils comprennent certainement les autres voyageurs qui habitent dans l'hôtellerie. Leur généralité semble même autoriser l'admission de la responsabilité du fait des individus qui ont pu s'introduire furtivement dans l'établissement. (Laurent, XXVII, 137 ; Pont, *Pet. contr.*, I, 537 ; Aubry et Rau, IV, § 406, p. 629, note 7 ; Colmet de Santerre, VIII, 165 ; Guillouard, 145 ; Baudry-Lacant., XX, 1207 ; Huc, 261.)

La portée de ce texte apparaît considérable, car une telle interprétation n'est rien moins que la mise à la charge de l'hôtelier de faits qui pour lui sont des cas fortuits. Or ces événements sont en principe à

la charge du créancier. Un auteur a reculé devant une telle conséquence, et n'a pas craint d'émettre l'idée que le mot « étranger » ne s'appliquait en cette hypothèse qu'aux voyageurs logés dans l'hôtel (Malleville, *Sur l'art.* 1954, IV, p. 74.)

La doctrine est divisée sur le fondement de cette aggravation de responsabilité.

Une école enseigne que ces mesures, loin d'être d'allure exceptionnelle, ne sont, comme du reste l'article 1384, que des dérivés de la responsabilité personnelle de l'hôtelier, et résultent d'un défaut de surveillance de sa part. Présentée ainsi ce n'est plus une exception, mais l'application pure et simple des principes généraux. (Baudry-Lacant., XX, 1206 ; Wahl, note sous Cass., 5 févr. 1894, S., 95. 1. 417.)

La conséquence logique immédiate de cette idée est très remarquable : si le régime imposé à l'hôtelier n'est que l'expression du droit commun, rien ne s'oppose plus à ce qu'on l'applique aux cas analogues. M. Wahl le laisse pressentir dans la note précitée ; mais devant cette conséquence les partisans eux-mêmes reculent, si bien qu'après s'être efforcés de démontrer que l'article 1954 n'a rien d'exceptionnel, et rentre dans les limites du droit commun, ils se basent sur ce caractère exceptionnel, qu'ils viennent de rejeter, pour refuser l'extension du régime à ces cas analogues. (Baudry-Lacant., XX, 1206, cf. XX, 1237.)

Du reste il nous semble que si tel était le fondement de sa responsabilité, il suffirait à l'hôtelier pour se décharger de prouver l'absence de faute de sa part, sans le réduire à faire la preuve d'un cas de force majeure.

Nous préférons de beaucoup, avec l'ensemble de la doctrine, voir dans les dispositions de l'article 1954 la dernière expression des actions spéciales créées par le droit romain, conservées par notre ancien droit et maintenues par notre code dans sa sagesse traditionaliste.

Cette survivance historique s'accompagne et se renforce d'une nécessité pratique que nous avons trouvée à la base des actions du droit romain et qui n'a pas disparu à travers les âges. La nécessité d'assurer la sécurité absolue du voyageur dans des lieux et chez des personnes de lui inconnues. (Laurent, XXVII, 137.)

Si la moralité des aubergistes s'est améliorée depuis l'ancienne Rome, ce n'est pas à un degré tel que toute mesure de protection soit devenue inutile pour le voyageur, surtout dans les lieux où l'absence de concurrence ne donne pas le choix du gîte et n'assure pas l'impeccabilité du service. (Pont, *Pet. contr.*, I 536, 537 ; Guillouard, 145.) Ce n'est pas du reste une injustice, car ce ne sera jamais que le mauvais hôtelier qui sera touché par les rigueurs de la loi.

Englobant le cas fortuit, cette responsabilité ne sera limitée que par la seule force majeure ou force armée ; resteront seuls à la charge du voyageur les cas qu'aucune vigilance humaine n'eût pu prévoir ou éviter. (Laurent, XXVII, 142 ; Pont, *Pet. contr.*, I, 539 et suiv. ; Aubry et Rau, IV, § 406, p. 629 ; Colmet de Santerre, VIII, 166 ; Guillouard, 146 ; Baudry-Lacant., XX, 1209 et suiv. ; Huc, 265. — Paris, 3 mars 1831, S., 33.2.186 ; Bourges, 17 décembre 1877, D., 78. 2. 39.)

Le vol commis en temps de guerre par des soldats ennemis est toujours à la charge du voyageur, car c'est toujours un fait de force majeure, s'il n'est pas de force armée. (Trib. paix Amiens, 16 mars 1871, D., 71. 3. 101.) Il n'y a donc pas à distinguer si les soldats auteurs des déprédations étaient en armes ou sans armes. (Guillouard, 147. — En sens contr. Baudry-Lacant., XX, 1210.)

Le vol commis à l'aide de fausses clefs reste certainement à la charge de l'hôtelier (Laurent, XXVII, 142 ; Aubry et Rau, IV, § 406, p. 629 et note 9 ; Guillouard, 147 ; Baudry-Lacant., XX, 1211 ; Huc, 265). Il en est de même des vols avec escalade ou effraction, car quelque habileté qu'ait déployée le voleur, une vigilance suffisante eût évité le dommage, il n'y a là qu'un cas fortuit qui ne présente jamais un caractère de force majeure. (Paris, 3 mars 1831, S., 33.

2. 186; Guillouard, 147. — En sens cont. Pont, *Pet. cont.*, I, 540.)

L'incendie n'est par lui-même ni un cas fortuit, ni un cas de force majeure, c'est un événement neutre qui se classera dans l'une ou l'autre catégorie suivant la cause qui l'a engendré (Guillouard, 147 ; Baudry-Lacant., XX, 1212). S'il revêt les caractères de la force majeure l'aubergiste sera déchargé de toute responsabilité ; si au contraire il n'est qu'un cas fortuit il restera responsable du dommage. (Colmar, 8 avril 1845, D., 49. 5. 344 ; *J. P.*, 45. 2. 732 ; Paris, 17 janvier 1850, D., 51. 2. 122, S., 50. 2. 267.)

L'hôtelier n'est pas toujours exempté même des cas de force majeure. Il en reste responsable lorsqu'elle est le résultat du fait de ses employés. (Guillouard, 152 ; Baudry-Lacant., XX, 1213.)

En général, contre la force majeure, l'hôtelier est désarmé ; aucune vigilance n'eût pu parer ce coup du destin ; mais cependant, en certains cas, sans pouvoir éviter l'événement, un moyen s'offre à lui d'en atténuer les conséquences pour sa clientèle. Les assurances offrent un moyen d'éviter les pertes qui peuvent résulter d'un accident ou d'un incendie. L'aubergiste est-il tenu d'user de ce procédé ? Évidemment il sera prudent pour lui d'employer ce moyen pour le cas où il sera chargé de la responsabilité. Mais en dehors de ce cas, lorsque l'événement sera

reconnu être cas de force majeure, il n'a pas à garantir ses clients contre un danger qui est à leur charge. Il n'est donc nullement tenu d'assurer les effets des voyageurs contre les risques d'incendie, ou les animaux contre les accidents. (Trib. civ. Lyon, 19 décembre 1882, *Gaz. Pal.*, 83. 2. 208.)

CHÂPITRE VI

PREUVE

La responsabilité que nous venons d'établir, plus ou moins lourde suivant les hypothèses envisagées, résulte d'un contrat ; les conditions de formation en sont exclusivement des faits, dont les acteurs sont peu nombreux, et qui sont tellement fréquents dans la vie courante que, s'ils ne passent pas inaperçus, ils restent au moins dans l'ombre, n'ayant pas même la rareté pour appeler sur eux l'attention.

L'échange de volonté, verbal ou écrit, n'existe pas en dehors des dépôts faits dans les vestiaires ou bureaux spéciaux. Le contrat résulte alors d'un accord tacite, latent, dont l'objet est dans certains cas, sinon indéterminé du moins illimité, comme dans le dépôt d'hôtellerie, et le dépôt au départ dans les gares des bagages à enregistrer.

De cette situation résulte forcément une plus grande difficulté de preuve, alors que la charge de la res-

ponsabilité exigerait précisément des moyens plus mathématiques, de nature à mettre en lumière les faits contestés.

La charge de la preuve et les divers moyens à employer doivent donc être déterminés avec d'autant plus de précision, que souvent la partie à qui incombera *l'onus probandi* succombera par ce fait même. Avoir raison n'est rien, le tout est de le prouver.

Les dépôts que nous avons envisagés sont tous des contrats ; le droit commun en matière de preuve doit donc leur être appliqué.

En principe la charge de la preuve incombe à celui qui avance un fait : *onus probandi incumbit ei qui dicit, non ei qui negat*.

Le déposant, voyageur, baigneur, spectateur, consommateur, devra donc prouver l'existence du dépôt dont il réclame la restitution.

Les moyens dont il dispose pour ce faire varient suivant les hypothèses. Nous diviserons en deux catégories nos dépôts :

Dans la première nous rangerons les dépôts faits en dehors de toute remise réelle des effets à qui que ce soit, patron ou préposé, c'est-à-dire le dépôt d'hôtellerie, le dépôt d'effets dans les bains publics, le dépôt dans les gares de bagages à enregistrer.

Dans la deuxième les dépôts faits dans les ves-

tiaires ou bureaux spéciaux des théâtres et restaurants, et dépôts d'objets précieux dans les bureaux des établissements de bains.

Les dépôts de la première catégorie résultant de faits simples peuvent être prouvés par tous les moyens. L'article 1348-3^o le dit expressément pour l'hôtelier, et pour les autres cas il nous suffit du principe exprimé dans l'article 1348 § 1^{er}, car dans toutes les hypothèses il est impossible d'obtenir une preuve écrite. Il n'y a aucune difficulté sur ce point.

De crainte de voir les aubergistes à la merci des filous, le législateur de 1804 a voulu laisser au juge une grande liberté d'admettre ou de rejeter la preuve testimoniale « suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait ».

C'est donner au juge un pouvoir redoutable mais qui paraît nécessaire, car seul il est à même de juger de la moralité des parties, et de tenir compte des faits portés à sa connaissance. Les travaux préparatoires accusent nettement cette intention. (Laurent, XXVII, 139 et 157 ; Pont, *Pet. contr.*, I, 531 ; Guillouard, 149 ; Baudry-Lacantinerie, XX, 1229 ; Huc, 262 ; Fenet, XIV, 495 ; Locré, XV, 117.)

Outre ce moyen dont l'admission est facultative, le dépositaire pourrait, par des écrits, notes, factures, démontrer qu'il avait apporté tels objets dans l'hôtel. Et enfin le voyageur peut être ouï sur

son serment de l'existence réelle du dépôt. (Rouen, 13 germ. an X, D., *Rép. gén.*, v° *Dépôt*, n° 160.)

En principe tous les moyens sont admis pour établir le fait du dépôt, mais il appartient au juge de décider s'ils sont ou non reçus dans l'espèce spéciale à examiner.

Pour les dépôts faits dans les vestiaires, la situation n'est plus la même.

Le préposé à ce service remet au déposant, en échange des effets, un ticket numéroté ; il attache le même numéro d'une deuxième série aux objets déposés. Lors du retrait, à présentation du ticket le préposé retrouve les effets et les remet au porteur.

La valeur du ticket comme moyen de preuve ne paraît pas avoir préoccupé la doctrine.

La représentation du ticket prouve un dépôt fait dans l'établissement, et en échange le préposé doit remettre les effets portant le même numéro, à défaut de cette remise le tenancier sera responsable de la valeur des objets.

Telle est, dans les cas normaux, la valeur du ticket ; mais à son défaut, l'individu qui a fait un dépôt pourra-t-il employer d'autres moyens pour établir le bien-fondé de sa réclamation ?

Deux hypothèses sont à envisager :

Si le billet a été simplement perdu, les effets déposés sous le numéro identique à celui du ticket n'au-

ront pas été retirés, et par suite resteront au vestiaire ; nul doute qu'en ce cas le déposant puisse user de tous les moyens pour prouver que ces effets sont sa propriété. Émettre une autre solution serait autoriser le maître de l'établissement à s'enrichir sans droit, en conservant des effets sur lesquels il ne peut émettre aucune prétention justifiée.

Si le ticket a été volé, il est probable que le voleur aura retiré les effets ; le déposant peut-il sans arguer une faute du dépositaire prouver par d'autres moyens qu'il a fait un dépôt et en exiger la valeur à défaut de restitution ?

Enfin la faute qu'il s'offrirait à prouver peut-elle consister simplement dans la remise des effets à une personne autre que celle qui a déposé ?

Si la doctrine n'a pas prévu la question, la jurisprudence a eu souvent à s'en occuper en pratique dans un cas similaire : le dépôt d'objets précieux à la caisse d'un établissement de bains ; le ticket délivré en échange doit être attaché au caleçon du baigneur.

Après des considérants spéciaux à cette particularité des tickets des établissements balnéaires, la Cour de Caen a déclaré en principe que le ticket est au porteur, et que le détenteur qui le représente à la caisse est censé être le déposant ou son mandataire. (Caen, 17 décembre 1875, D., 76. 2. 190, S., 76.2. 49.)

Le Tribunal civil de la Seine avait déjà émis la même idée en ajoutant : « Surtout si l'on ne peut prouver un défaut de surveillance. » (Trib. civ. Seine, 22 juin 1870, D., *Rép. gén.*, v° *Dépôt*, n° 74.)

Si telle est l'opinion de la jurisprudence en un cas où la valeur des objets est la raison même du dépôt, et semble devoir obliger le dépositaire à une vigilance très grande, — si grande même qu'un tribunal étranger n'a pas hésité à déclarer qu'en ce cas le dépositaire s'engageait par le fait même à garantir le vol et l'escroquerie — (Trib. civ. Bruges, 19 mars 1902, D., 05. 2. 46), si tel est l'avis de la jurisprudence en ce cas, nul doute que dans les autres elle ne se montre plus affirmative encore.

Le contrat de dépôt dans un vestiaire intervient entre deux parties dont l'une est inconnue pour l'autre, et ne peut être déterminée que par la possession du ticket numéroté. La remise des effets au porteur est pour le dépositaire l'exécution même du contrat qu'il a passé avec un individu qu'il ne peut reconnaître que par le numéro remis.

Le ticket au porteur est une valeur qui a tous les inconvénients et les avantages des valeurs au porteur.

Ce n'est qu'en cas de faute spéciale, que la responsabilité du déposant se trouverait engagée, cette faute sera en général un défaut de surveillance qui a permis le vol du ticket numéroté : par exemple

dans un établissement de bains, où les clefs des cabines restent aux mains d'un préposé, pendant l'absence du baigneur, et où par conséquent nul ne peut pénétrer dans une cabine sans que le préposé ait ouvert la porte, si le vol du ticket a eu lieu c'est par une faute de ce préposé, faute qui reste à la charge du dépositaire (Trib. civ. Rouen, 21 mars 1883, D., 84. 3. 8, S., 85. 2. 167).

En l'absence de toute faute spéciale du dépositaire, nous ne pouvons autoriser le déposant à rendre responsable le dépositaire d'un fait qu'il n'a pu éviter, étant donné le nombre des dépôts et la presse qui entoure la remise et le retrait des objets.

La preuve par témoins, sera, en général, sauf pour les dépôts dans les vestiaires, le moyen employé pour convaincre le juge. Pour les dépôts d'hôtellerie son admission est facultative, et le juge peut refuser au voyageur ce moyen. Aura-t-il le même pouvoir discrétionnaire dans les autres hypothèses ?

Nous ne le croyons pas. L'article 1348-3° donne au juge un pouvoir exceptionnel qui, comme tel, ne peut être étendu, aux cas non prévus dans le texte ; or, celui-ci ne prévoit que le dépôt chez les hôteliers ou aubergistes.

Le droit commun autorise l'admission de la preuve par témoins, d'abord, parce qu'il a été impossible au déposant de se procurer une preuve écrite, ensuite,

parce que le dépôt dont il s'agit est commercial à l'égard du dépositaire. Le juge devra donc admettre la preuve testimoniale sans pouvoir éviter les conséquences fâcheuses qu'elle peut avoir (Paris, 23 avril 1902, D., 03. 2. 323, pour les dépôts dans les théâtres).

Mais là ne s'arrête pas le rôle du déposant : il doit encore démontrer : 1° la soustraction ou la détérioration des effets ; 2° que ces avaries ont été faites dans l'établissement ; 3° la valeur des objets, ou le montant de la dépréciation.

Le vol ou le dommage peut être prouvé par tous les moyens car ce sont là des faits purs et simples.

Il doit démontrer que ses actes ont eu lieu dans l'établissement ; car c'est une des conditions essentielles de la responsabilité du dépositaire. Il faut entendre ces mots dans l'établissement d'une façon large. C'est ainsi que le vol de marchandises sur des voitures laissées forcément en dehors de l'hôtel est un vol qui, quoique commis en dehors de l'établissement, est à la charge de l'hôtelier. Il serait plus juste de dire que le déposant doit prouver que le vol a eu lieu dans des circonstances de temps et de lieu, où les choses étaient sous la garde du dépositaire (Laurent, XXVII, 143 ; Pont, *Pet. contr.*, I, 538 ; Paris, 30 avril 1850, D., 50. 2. 170, *J. P.*, 50. 1. 449).

Cette preuve incombe naturellement au voyageur

en vertu des règles générales, car ce fait est constitutif de la responsabilité du dépositaire.

Enfin le voyageur devra prouver la valeur des objets. La situation est très délicate, le fait du dépôt peut être contesté, — quoiqu'il y ait de sérieuses difficultés de le faire en certains cas, — mais la valeur ne peut l'être sérieusement, le dépositaire n'a jamais, du moins en règle générale, vu les objets ; le déposant a ainsi toute latitude de produire des témoins à sa discrétion. Les factures des fournisseurs, quoique moins suspectes, ne présentent pas une sécurité complète. Reste le serment qui ici, comme pour le fait du dépôt, peut être déféré (Rouen, 13 germ. an X, D., *Rép. gén.*, v° *Dépôt*, n° 160). C'est le mode le plus dangereux ; mais il est à la disposition du juge qui devra s'efforcer de ne le déférer qu'en connaissance de cause.

En l'absence de preuve formelle de l'un ou l'autre de ces éléments, la prétention du demandeur pourra être rejetée (Bourges, 9 févr. 1820, S. chr., 1819-1821, 2. 202 ; J. P., 1819-1820, 765).

Le rôle du déposant est rempli, il a démontré péremptoirement le dépôt. Le dépositaire doit alors ou restituer en nature ou valeur, ou prouver que l'impossibilité n'est pas à sa charge.

En matière de dépôt d'hôtellerie, l'aubergiste devra prouver la force majeure ou armée, qui seule le li-

bère, alors qu'en tous autres cas, le dépositaire se verra libérer par la preuve du cas fortuit.

Le cas n'est pas toujours d'une simplicité aussi grande et souvent se compliquera de fautes soit d'une seule, soit des deux parts. Nous parlerons de leur preuve en établissant les effets des fautes respectives de l'un et de l'autre ; disons seulement que la charge de la preuve incombe toujours à celui qui avance le fait, et que la nature des choses arguées autorise tout mode de preuve.

CHAPITRE VII

MONTANT DE LA RESPONSABILITÉ

Responsable du dépôt dont l'existence a été prouvée contre lui, le dépositaire qui ne peut restituer est tenu de dédommager le déposant.

Ce dédommagement consistera-t-il en des dommages-intérêts proportionnés à la négligence du dépositaire ou dans le remboursement intégral de la valeur des objets déposés ?

C'est une question des plus controversée tant en doctrine qu'en jurisprudence, pour le dépôt d'hôtellerie.

Le code dit : « Les hôteliers sont responsables comme dépositaires... » (art. 1953).

Il s'agit donc d'une responsabilité contractuelle ; d'autre part, le code rend l'aubergiste responsable « des effets des voyageurs », sans restriction ni limitation, ce qui semble bien indiquer, qu'en absence de

toute faute du voyageur, l'aubergiste doit restituer les effets, ou rendre leur valeur (Laurent, XXVII, 156 et suivants ; Baudry-Lacant., XX, 1223 ; Huc, 262. — Amiens, 17 novembre 1894, D., 95. 2. 332 (impl.) ; Riom, 7 nov. 1894, D., 95. 2. 558).

Lors de la confection du Code civil la complète portée d'une telle responsabilité ne se faisait pas sentir. Les voyageurs étaient rares alors, et ceux qui étaient obligés de se déplacer prenaient de grandes précautions, évitaient le transport de monnaies ou autres objets précieux. Du reste étaient rares alors les objets qui, sous un volume restreint, pouvaient représenter une grosse valeur, à part les bijoux et la monnaie. Cependant l'idée s'est bientôt fait jour, qui exigeait une déclaration des objets précieux, ou tout au moins considérait son défaut comme une imprudence du voyageur. (Paris, 2 avril 1811, S. chr., 1809-1811. 2. 467 ; Nîmes, 18 mai 1825, D., *Rép. Gén.*, v^o *Dépôt*, n^o 163, S. chr., 1825-1827. 2. 78.)

Peu à peu la commodité des communications favorisait les voyages, le tourisme se créa et se développa, l'argent déplacé fut plus considérable et l'on rechercha une monnaie de plus en plus transportable, c'est-à-dire ayant sous un volume restreint une grande valeur. Le risque des hôteliers augmentait ainsi précisément au moment où l'accroissement du nombre des voyageurs rendait la surveillance plus difficile. L'idée

émise précédemment continua son chemin (Aubry et Rau, IV, § 406, p. 629).

Elle n'était guère compatible avec le texte du code ; aussi était-elle vivement combattue (Laurent, XXVII, 156 et suiv. ; Bordeaux, 27 avril 1854, S., 55. 2. 95). Mais elle avait pour elle l'équité, et les motifs qui l'avaient fait éclore étaient de ceux qui s'adressent plutôt au législateur qu'à l'interprète. Le législateur, quoique un peu tard, s'en aperçut : il en résulta la loi du 18 avril 1889.

Cette loi plus stricte que ses précurseurs exigea du voyageur le dépôt des « titres au porteur et valeurs monnayées » ; à défaut de quoi elle limita à 1000 francs la responsabilité de l'hôte du fait de ces objets.

Le texte incorporé par la loi du 18 avril 1889 à l'article 1953 ne vise que les titres au porteur et les valeurs monnayées ; rien n'est donc changé pour les autres objets précieux compris dans le dépôt : bijoux, œuvres d'art, objets d'orfèvrerie (Guillouard, 158 ; Baudry-Lacant., XX, 1225 ; Huc, 263 ; Aix, 26 octobre 1899, D., 01. 2 303. — Cass., 9 décemb. 1901, D., 03. 1. 113).

Même pour ces valeurs dont le régime est modifié, la nature du dépôt n'a pas changé, c'est toujours, avec la remise aux mains de l'hôte en plus, un dépôt d'hôtellerie, donc un dépôt nécessaire ; par suite la

preuve par témoins peut toujours être admise (Baudry-Lacant., XX, 1226; Guillouard, 158; Huc, 263).

A défaut de remise aux mains de l'hôte, la loi de 1889 limite à 1.000 francs la responsabilité de l'hôtelier pour les titres au porteur et valeurs monnayées. Dans cette limite ces objets sont soumis à toutes les règles du dépôt d'hôtellerie (Baudry-Lacant., Huc, *loc. cit.*).

La portée de la loi est déjà très restreinte quant aux objets auxquels elle s'applique, elle l'est aussi considérablement quant aux circonstances. Le projet de loi déposé en 1881 contenait un alinéa qui a disparu :

« Il n'est rien innové aux règles de la responsabilité directe ou indirecte édictée par les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil. »

C'était l'exclusion formelle de toute limitation de responsabilité en cas de faute prouvée de l'hôtelier ou de ses préposés. La disparition de cet alinéa n'implique pas l'admission d'une solution contraire. Le rapporteur à la Chambre des députés donne deux raisons de cette suppression, d'abord la longueur trop considérable de l'article 1953 nouveau, et ensuite l'inutilité de cette disposition car elle n'est que la répétition pure et simple de la règle de droit commun. Le rapporteur au Sénat tint le même langage

(*Journ. officiel*, 27 mars 1889. Annexe au procès-verbal de la séance du 11 avril 1889.)

C'est donc à bon droit que l'on restreint l'application de l'article 1953 nouveau, au cas où aucune faute de l'hôtelier ou de ses préposés n'est démontrée. (Guillouard, 157 et 158; Baudry-Lacant., XX, 1228. — Bordeaux, 20 mai 1892, D., 93. 2. 182, S., 93. 2. 51. En sens contr. Huc, 264.)

Sanstenter d'imposer au voyageur une déclaration des objets de valeur, une autre opinion a cherché à restreindre la responsabilité de l'hôtelier. En droit commun le débiteur qui n'exécute pas son obligation, n'est tenu que des dommages-intérêts qu'il a pu prévoir en contractant. L'hôtelier ne doit donc être tenu que de la valeur qu'il a pu assigner aux choses lors de l'entrée du voyageur (Troplong, 219 et suiv.; Duvergier, XXI, 519 et suiv.; Aubry et Rau, IV, § 406, p. 629; Pont *Pet. contr.*, I, 531; Guillouard, 149. — Paris, 21 nov. 1836, S., 37. 2. 78; Paris, 23 mai 1863, *Gaz. Trib.*, 24 mai 1863; Trib. civ. Nantes, 20 avr. 1864, D., 73. 5. 161; Paris, 8 mars 1894, D., 98. 2. 462).

Possible en règle générale, cette disposition ne l'est pas en matière de dépôt d'hôtellerie. L'hôte ignore totalement le nombre, la nature des objets; il n'a pour se fixer que les allures du voyageur et l'aspect extérieur des bagages. Ce ne sont pas là des

données suffisantes, tandis que dans les autres contrats, l'objet est connu, sa valeur approximative peut être supputée : la situation est donc tout autre.

Ces auteurs objectent que telle a été la pensée du Tribunal lorsqu'il a fait insérer dans l'article 1348-3^o cette disposition qui donne au juge pouvoir d'apprécier « suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait », et que du reste nos anciens auteurs émettaient déjà un avis analogue.

L'argument historique est de peu de valeur, nos anciens auteurs avaient toute latitude pour se montrer exigeants, sous une législation qui exigeait la remise aux mains de l'hôte. Mais aucune disposition analogue n'existe dans notre droit.

Les dispositions du Tribunal ne sont pas exactement telles qu'on les présente. Le législateur de 1804 avait une crainte, assez justifiée, mais excessive de la preuve testimoniale, crainte qui se manifeste d'une façon continue dans son œuvre. L'article 1348-3^o en est un des signes. Craignant de voir les filous se liguier pour l'exploitation des hôteliers, il a voulu leur enlever ce moyen trop facile. Aussi a-t-il donné au juge du fonds, le pouvoir d'admettre ou de refuser la preuve testimoniale : le moyen est bien choisi pour éviter l'abus qu'il redoutait. Jamais il n'a eu en vue de limiter la responsabilité de l'hôtelier par ce texte inséré au titre de la preuve.

Le résultat serait du reste bizarre. Le juge ayant autorisé l'admission des témoins, et limité la valeur jusqu'à laquelle ils seront crus à 1.000 francs, si les témoins à qui l'on accorde cette créance sont unanimes à fixer à 2.000 francs la valeur du dépôt, que fera le juge? Si le témoin est digne de foi, il l'est quel que soit le chiffre qu'il fixe.

Il nous semble impossible de donner, en dehors de toute faute du voyageur, une limite à la responsabilité de l'hôtelier autre que la valeur intégrale des objets déposés (Laurent, XXVII, 157 ; Baudry-Lacant., XX, 1223 ; Huc, 262. — Amiens, 17 nov. 1894, D., 95.2.332 (impl.) ; Riom, 7 nov. 1894, D., 95.2.558).

Controversée en matière de dépôt d'hôtellerie cette intervention du juge n'est pas possible dans les autres cas qui font l'objet de cette étude. Le texte de l'article 1348-3° est spécial à l'hôtelier et ne peut, étant donné son caractère exceptionnel, être étendu en dehors des hypothèses qui ont été prévues. L'identité de motif ne peut tenir lieu de disposition législative ; c'est là un argument qui s'adresse à celui qui fait la loi, mais non à celui qui est chargé d'en appliquer les dispositions d'exception. Ce motif n'existerait du reste que dans les cas où le dépôt se forme sans aucune remise au tenancier, c'est-à-dire les dépôts faits dans les gares et dans les cabines de bains.

Dans la dernière hypothèse, il n'y a pas à crain-

dre de risques très grands, le dépôt dont le tenancier répond étant limité aux effets d'habillement.

Reste le dépôt dans les gares des bagages à enregistrer ; ici le risque est identique à celui de l'hôtelier ; car la malle déposée contient les effets dont l'hôtelier prendra la charge à la première étape.

Lorsque le dépôt a été constitué par une remise au tenancier ou à un préposé, la situation n'est plus la même. Car de deux choses l'une : ou l'individu qui réclame un dépôt ne représentera pas le ticket, et alors le dépositaire sera à notre avis libéré, ou il représentera le ticket, et la disparition des effets ne pourra s'expliquer que par une faute du préposé, faute qui, en matière de dépôt d'hôtellerie, exclut, de l'aveu même de ceux qui soutiennent la théorie que nous avons combattue, toute intervention du juge en faveur de l'hôtelier.

Comme en matière de dépôt d'hôtellerie, nous rejetterons toute atténuation de responsabilité ; et nous admettons, qu'en dehors de toute faute du déposant le dépositaire est tenu de restituer la valeur intégrale des objets déposés. (Trib. civ. Seine, 5 janvier 1888, S., 88. 2. 45 ; *Gaz. Pal.*, 88. 1. 427 ; Paris, 23 avril 1902, D., 03. 2. 323.)

Reste à fixer le moment auquel l'on devra se placer pour évaluer la valeur des objets.

Légalement, le dépositaire ordinaire n'est tenu de

restituer que la valeur de la chose estimée à l'époque de la restitution (art. 1933). Cette règle motivée par la gratuité du dépôt, est en concordance avec la disposition qui n'astreint le dépositaire à apporter à la conservation de la chose que les soins qu'il apporte à celle de sa propre chose.

Explicable dans cet ensemble, une telle mansuétude ne se comprendrait plus lorsque le dépôt est salarié. La responsabilité se trouve aggravée de ce fait, le dépositaire se trouve tenu de toute faute légère *in abstracto*, tenu d'apporter à la conservation du dépôt les soins qu'y apporterait le bon père de famille idéal. Il n'y aurait plus concordance entre ces deux solutions.

Deux moments restent à choisir, auxquels l'on peut se placer pour évaluer la valeur des objets déposés : le moment où s'est formé le dépôt et le moment où le vol a eu lieu, où le dommage a été causé.

Le choix de la première époque aurait l'inconvénient d'infliger au déposant une perte, si la valeur des objets a augmenté depuis le dépôt, et inversement d'infliger une perte symétrique au dépositaire si la valeur a baissé. Un autre inconvénient serait de mettre à la charge du dépositaire une dépréciation qui peut résulter de l'usage des choses, usage qui dans certains cas reste à la disposition du déposant.

Selon nous la stricte équité est d'obliger le dépositi-

taire à restituer la valeur que les objets avaient lors du vol, ou à parfaire la valeur qu'ils avaient lors du dommage. Cette solution est d'une stricte impartialité, le déposant étant indemnisé de toute perte et le dépositaire puni au plus juste de sa négligence.

Cette question présente en général peu d'intérêt. Les dépôts dont nous avons entrepris l'étude sont si courts que la valeur des objets ne peut subir une grande variation ; étant donné surtout que la majorité des choses déposées ne sont pas sujettes à de brusques variations de prix. Un seul cas peut se présenter, où il y ait intérêt à fixer exactement le moment, où doit être évaluée la valeur du dépôt : c'est le dépôt de valeurs de bourse en cas de séjour prolongé dans un hôtel.

Les valeurs de bourses, surtout les valeurs industrielles et de spéculation, subissent des fluctuations incessantes avec écarts considérables de valeur.

Si la perte a eu lieu par faute ou imprudence simple de l'hôtelier, nous lui appliquerons le principe que nous avons émis, et le rendrons responsable de la valeur des titres lors du vol. Le moment du vol peut toujours être déterminé, ou tout au moins situé dans une journée donnée, approximation suffisante pour établir la valeur à ce moment.

Mais si le fait dommageable a été le résultat d'un dol de l'hôtelier, si celui-ci s'est approprié les valeurs

pour les vendre, dans l'espoir d'obtenir comme bénéfices la différence entre le prix de la vente et le montant des dommages-intérêts qu'il peut être condamné à verser, il serait, à notre avis, légitime et légal de lui faire restituer le montant intégral de la vente, s'il peut être établi de façon exacte par des moyens au-dessus de tout soupçon, sans que la condamnation puisse être inférieure à la valeur réelle des titres.

La jurisprudence a statué en ce sens dans un cas analogue. (Aix, 1^{er} décemb. 1870, D., 72. 2. 41. — V. aussi Paris, 2 janv. 1858, D., 58. 2. 4.)

Si le montant de la vente ne peut être précisé par des moyens non suspects, la condamnation devrait être portée à la plus haute valeur acquise par les titres durant le temps du dépôt.

En serait-il de même s'il y avait eu une déclaration de valeur ? En cas de faute simple, la déclaration vaut fixation des dommages-intérêts, car elle a déterminé le degré d'attention que l'hôtelier a porté à la chose. (Voyez Bordeaux, 24 mars 1886, D, 87. 2.66.) Mais en cas de dol nous condamnerions l'hôtelier à rembourser la plus haute valeur acquise par les titres pendant la durée du dépôt, comme s'il n'y avait pas eu de déclaration, mais sans que la somme ainsi fixée puisse être inférieure à la valeur déclarée.

Toutes les solutions que nous venons de donner

sont de nature à éviter l'enrichissement sans cause de l'hôtelier aux dépens du voyageur.

Nous avons supposé jusqu'ici dans l'établissement des responsabilités du dépositaire qu'il n'y avait aucune faute, démontrée à la charge du déposant, qui ait pu aider ou causer le fait dommageable.

L'existence d'une faute de cette conséquence est possible dans les dépôts faits sans remise dans un vestiaire. En ce cas, la faute du déposant ne peut amener que le vol du ticket numéroté ; or nous avons démontré que la remise des effets en ce cas décharge le dépositaire de toute responsabilité (Trib. civ. Seine, 22 juin 1870, D., *Rép. gén.*, v° *Dépôt*, n° 74 ; Caen, 17 décemb. 1875, D., 76.2.190, S., 76.2.49).

Quelle est en dehors de ces cas la portée d'une faute de la part du déposant ?

Nous distinguerons deux hypothèses suivant que le fait dommageable aura eu pour auteur reconnu le dépositaire ou ses préposés, ou bien que l'auteur sera resté inconnu.

Si l'auteur reconnu du vol ou du dommage est le dépositaire ou un de ses préposés, la faute du déposant ne peut entrer en ligne de compte. Le dépositaire remplit une mission de haute confiance et en raison de ce motif le déposant n'a pas à prendre à son égard ou à celui de ses préposés de mesures spéciales de prudence. Ces mesures sont du reste presque impos-

sibles dans le cas qui réunit la majorité des hypothèses, dans le dépôt d'hôtellerie. Le dépositaire et ses préposés pénètrent trop intimement dans la vie du déposant, pour que celui-ci puisse, sans risquer d'en perdre la raison, penser à mettre tout à l'abri. (Pont, *Pet. contr.*, I, 541 ; Baudry-Lacant., XX, 1217. — Cass., 18 mai 1846, D., 46. 1. 192, S., 46. 1. 364, *J. P.*, 46. 2. 56 ; Amiens, 4 décemb. 1846, S., 47. 2. 237, *J. P.*, 47. 2. 254 ; Cass., 5 fév. 1894 et Saïgon, 13 mai 1893, S., 95. 1. 417.)

C'est donc seulement au cas où l'auteur du vol est étranger, et il le reste jusqu'à preuve contraire, qu'une imprudence du déposant peut atténuer et même effacer la responsabilité du dépositaire.

Il est rare que les débats n'établissent pas une ou plusieurs imprudences à la charge de chacune des parties. C'est alors au juge à faire une balance des fautes respectives établies et à fixer en conséquence le montant pécuniaire de la responsabilité du dépositaire. (Aubry et Rau, IV, § 406 ; Pont, *Pet. cont.*, I, 541 ; Guillouard, 152 ; Baudry-Lacant., XX, 1217 et 1219 ; Huc, 265. — Paris, 2 avr. 1811, S. chr., 1809-1811, 2. 467 ; Bourges, 9 fév. 1820, S. chr., 1819-1821, 2. 202 ; Douai, 19 août 1842 ; S., 42. 2. 421 ; Amiens, 4 décemb. 1846 ; S., 47. 2. 237, *J. P.*, 47. 2. 254 ; Rouen, 4 fév. 1847, D., 47. 2. 74, S., 48. 2. 452 ; *J. P.*, 47. 1. 450 ; Besançon, 21 mai 1859, D.,

59. 2. 166; Aix, 29 octob. 1899, D., 01. 2. 303; Trib. sup. Cologne, 29 décemb. 1894, S., 97. 4. 5.)

La balance peut même être telle, que le dépositaire se voie dégagé de toute responsabilité; c'est ce qui arrivera lorsque l'imprudence du voyageur aura été de nature à annihiler toute surveillance, et que seule elle aura rendu possible le fait dommageable (Bourges, 9 fév. 1820; Aix, 26 oct. 1899; Trib. sup. de Cologne, 29 décembre 1894, précités).

Il nous paraît utile de relever ici les principaux actes du déposant qui ont été considérés comme fautes par la jurisprudence; pour le dépôt d'hôtellerie d'abord:

Le fait de refuser, malgré l'avis du maître d'hôtel, de déposer à la caisse les bijoux et objets de valeur (Douai, 9 août 1842, précité).

Le fait de laisser de nuit la clef sur la porte de sa chambre (Rouen, 4 fév. 1847, précité). Toutefois si la fermeture de la porte d'entrée de la chambre incombe au voyageur, il n'en est pas de même de la fermeture des portes qui séparent deux chambres louées à des voyageurs distincts; la surveillance de ces portes incombe au maître d'hôtel (Trib. civ. Seine, 16 févr. 1905, D., 05. 5. 43).

Le fait de laisser de jour la clef sur sa porte, alors même que les objets volés étaient enfermés dans une armoire fermant à clef (Aix, 26 oct. 1899, précité).

Le fait de laisser des objets de valeur dans un habit accroché au portemanteau (Amiens, 4 décembre 1846, précité).

Le fait de laisser de nuit sa fenêtre ouverte si les voleurs sont venus par cette ouverture (Paris, 14 décembre 1881, impl. D. *Suppl.*, v° *Dépôt*, n° 64, note, S., 82.2.219, *J. P.*, 82.1.1098).

Le fait de placer dans un couloir ouvert à tout venant, des objets de valeur sans attirer l'attention du maître d'hôtel ou du personnel (Trib. civ. Seine, 16 janv. 1884, D., *Rép. gén. suppl.*, v° *Dépôt*, n° 67, note).

Nous ajouterons le cas où le vol a été commis par un domestique personnel du voyageur. M. Troplong y a vu avec raison un cas d'exclusion de la responsabilité de l'hôtelier par celle du maître. La responsabilité de celui-ci doit en effet passer avant (Troplong, XV, 237 ; Paris, 29 août 1844, D., 46.2.84, impl.).

En cas de dépôt dans une gare, de bagages à enregistrer, le fait par le voyageur de ne pas prendre le train pour lequel a eu lieu le dépôt est une faute excluant toute responsabilité de la compagnie (Besançon, 6 décembre 1869, D., 70.2.119).

Toutes les fautes dont nous avons relevé la trace ont un caractère commun : celui d'avoir précédé et rendu possible l'accomplissement du fait dommageable.

ble. Il semblerait *à priori* que ce caractère est constitutif de la faute du voyageur, et que ne pourrait être prise en considération une faute postérieure au fait en question. Ce serait une erreur de le croire, et la jurisprudence nous en a donné la meilleure preuve dans l'hypothèse suivante :

Un cheval placé dans une écurie d'auberge est blessé par un autre animal voisin. Le propriétaire ne croyant pas la blessure sérieuse emmène le cheval et le fait soigner chez lui ; la blessure guérie, il reste une claudication. Le propriétaire s'adresse alors à l'hôtelier et lui demande des dommages-intérêts.

Le tribunal appelé à statuer a estimé que le retard apporté par le propriétaire de l'animal blessé à introduire son action ayant compromis le recours de l'hôtelier contre le propriétaire de l'animal auteur du dommage, il y avait lieu de diminuer le montant de l'indemnité (Trib. civ. Lyon, 23 décembre 1865, D., 66.3.40).

Il ne serait donc pas exact de prétendre que la faute du déposant qui permet de limiter les dommages-intérêts, est la faute qui a été la cause occasionnelle du dommage (Rouen, 18 juill. 1889, *Gaz. Pal.*, 90.1.125). La définition en est plus générale : Est considéré comme faute du déposant tout fait qui a pu augmenter le poids de la responsabilité pécuniaire du

dépositaire. C'est du reste là le fondement de toute cette théorie, que nul ne peut par son fait augmenter la responsabilité d'autrui, nous parlons de fait illicite évidemment.

CHAPITRE VIII

MODIFICATIONS CONVENTIONNELLES

Nous avons étudié dans le chapitre précédent les atténuations plus ou moins considérables que la loi ou les circonstances peuvent apporter à la charge pécuniaire de la responsabilité du dépositaire.

Outre ces limitations qui sont de caractère involontaires, il existe une autre cause de modification, c'est la convention. Il est de droit commun que les dispositions légales qui ne sont d'ordre public ou de bonnes mœurs, peuvent être modifiées par les conventions des parties.

La convention suppose un accord de volonté, accord qui doit être conclu en même temps que le contrat, ou qui, s'il lui est postérieur, ne produit d'effets que pour l'avenir.

Il faut donc pour que les modifications soient valables que la volonté du dépositaire ait été libre-

ment donnée. Or, il est, en matière de dépôt d'hôtellerie surtout, certaines circonstances de temps et de lieu qui empêchent de considérer comme libre un consentement donné. Une convention de cette nature passée entre hôtelier et voyageur dans un pays isolé, où n'existe qu'une seule auberge, dans la nuit, alors qu'il n'y a plus aucun moyen de gagner un pays voisin ne peut être, malgré les apparences, considérée comme sérieuse.

Dans presque tous les hôtels on trouve des affiches avertissant sa clientèle que « la maison ne répond pas des objets précieux non déposés à la caisse ». Ce procédé que les hôteliers ont trouvé commode ne présente même pas les apparences d'une convention.

L'affiche constitue une manifestation de volonté unilatérale à laquelle le voyageur ne souscrit pas habituellement pour l'excellente raison qu'à son arrivée il n'y fait pas attention.

On ne peut donc pas dire que son entrée vaut acceptation des conditions indiquées dans le règlement de l'hôtel, puisque la connaissance qu'il en prend, si elle existe jamais, est forcément postérieure à l'entrée du voyageur dans l'hôtel, événement qui constitue le dépôt (Troplong, XV, 241 ; Pont, *Pet. Contr.*, I, 543 ; Aubry et Rau, IV, § 406, p. 630 ; Laurent, XXVII, 145 ; Guillouard, 151 ; Baudry-Lacant., XX, 1234 ; Hue, 265. — Rouen, 4 févr. 1847, D., 47.2.74 ; S., 48.

2. 452. *J. P.*, 47.1.450; Rouen, 18 juillet 1889, *Gaz. Pal.*, 90. 1.125; Trib. civ. Toulouse, 2 juin 1894, *Gaz. des Trib.*, 24 août 1894; Trib. sup. de Cologne, 29 déc. 1894, *S.*, 97.4.5).

Un arrêt semble pourtant avoir admis la validité des affiches en question (Caen, 17 déc. 1875, *D.*, 76. 2.190, *S.*, 76.2.49). C'est à notre avis une erreur juridique.

Le dépôt dans un établissement de bains ne peut être assimilé au dépôt d'hôtellerie. Si les effets d'habillement sont sous la responsabilité du tenancier par le seul fait du dépôt dans une cabine, par contre les objets de valeurs doivent être remis aux mains du préposé à ce service, à défaut de quoi il n'y a pas dépôt.

Ce n'est donc pas un effet des affiches que le baigneur soit tenu de remettre à la caisse les objets de valeur, mais c'est en vertu des principes mêmes de la matière; et à défaut de ce dépôt la responsabilité du tenancier est limitée aux principes généraux des articles 1382 et suivants.

L'arrêt que nous avons cité soulève une autre question : contre remise des objets de valeur, l'administration délivre un billet numéroté, analogue au ticket des vestiaires de théâtre avec cette particularité qu'il est muni d'une cordelette pour être durant le bain attaché au caleçon du baigneur.

Est-ce là une obligation conventionnelle ? Si avis verbal a été donné au baigneur, avant le dépôt, que la responsabilité du tenancier était subordonnée à cette condition, évidemment toute inexécution de cette prescription dégagerait le dépositaire. Mais si aucun avis n'a été donné nous croyons que l'affiche indiquant une telle obligation n'est qu'une manifestation unilatérale de volonté.

De la nullité de ces affiches comme convention limitative de responsabilité, il ne faudrait pas conclure à leur complète inutilité.

Elles attirent à un moment donné l'attention du déposant, surtout depuis que l'usage en est devenu général ; ainsi prévenu le déposant est libre d'agir à sa guise ; cependant s'il ne se conforme pas à l'avis qui lui est donné, il commet une imprudence qui peut être prise en considération, si son séjour est marqué par un accident (Laurent, Pont, Guillouard, Baudry-Lacant., *loc. cit.*).

Nécessaire pour la validité de la convention le consentement du déposant peut être tacite : si le dépositaire lui adresse avant la formation du dépôt un avis verbal exprès, de façon que le dépositaire ne puisse ignorer que la formation du dépôt implique l'acceptation de cette condition, la formation du dépôt est une manifestation de son acquiescement, si les circonstances ne lui ont pas fait moralement violence.

Le dépositaire ne peut s'affranchir de toute responsabilité, il y a un minimum que la loi ne peut autoriser à réduire sans se faire l'auxiliaire des filous.

De droit commun, dans les contrats onéreux on peut s'affranchir de son fait, mais en aucun cas de son dol ou de sa faute lourde. Le champ est vaste.

L'hôtelier peut ainsi soumettre à une remise entre ses mains l'existence même de sa responsabilité (Baudry-Lacant., XX, 1235-1236).

CHAPITRE IX

EXPIRATION DE LA RESPONSABILITÉ

La responsabilité du dépositaire expire en général lors de la remise du dépôt au déposant. Dans les hypothèses qui nous occupent, ceci n'est vrai que pour celles où il y a remise dans un vestiaire ; dès le retrait le déposant reprend la responsabilité des objets qu'il avait déposés.

Pour l'hôtelier il n'en est pas de même, d'abord une grande partie des effets ne lui est pas remise en mains, il ne peut donc les restituer au déposant ; ensuite pour ceux qui lui ont été remis, la restitution seule ne le libère pas.

Il ne faut pas oublier en effet que l'hôtelier est responsable des effets par le seul fait qu'ils sont entrés chez lui. Il semble donc *a contrario* que dès la sortie de sa maison la responsabilité qu'il a endossée lui est retirée.

Évidemment c'est cet événement qui lui apporte la libération définitive.

Il ne faut pas en conclure que la restitution des objets qui lui ont été remis en main propre ne produit aucun effet.

Les objets ainsi remis, tous précieux par hypothèse, peuvent être divisés en deux classes :

Les bijoux, joyaux, objets d'art.... qui ne rentrent pas dans les objets prévus par la loi du 18 avril 1889. De ces objets l'hôtelier est responsable par le seul fait de l'entrée ; il n'en est déchargé que par la sortie. La remise qui a eu lieu entre ses mains n'était pas nécessaire, la restitution qu'il en a opérée n'a aucun effet.

La situation n'est plus la même pour les titres au porteur et valeurs monnayées. La responsabilité de leur valeur intégrale est soumise à une remise entre ses mains ; à défaut de laquelle le montant de l'indemnité due est limité à mille francs (1.000 fr.) (L. du 18 avril 1889, Cod. civ., art. 1953).

La restitution que l'hôtelier en fera au déposant aura pour effet de ramener brusquement sa responsabilité à 1.000 francs en dehors de toute faute de sa part ayant amené le vol. Les objets ne sont plus alors dans la condition prévue par la loi de 1889, il n'y avait plus remise entre les mains de l'hôte, remise qui implique le dessaisissement du voyageur.

Ainsi diminuée sa responsabilité ne disparaîtra définitivement que par la sortie des effets hors de son établissement.

Nous avons vu que la responsabilité préexistait à l'entrée des effets chez l'hôte, lorsque le voyageur arrivait dans l'omnibus de la maison ; symétriquement elle se prolongera après la sortie du voyageur jusqu'au moment où quittant, l'omnibus, il en aura retiré les objets qui lui appartiennent.

Pour la compagnie de chemins de fer, le dépôt prend fin par l'enregistrement des bagages ; il se forme alors un autre contrat dont l'étude ne rentre pas dans le cadre de cet ouvrage.

Pour le baigneur public, dans le cas où il est responsable des effets laissés dans les cabines, sa responsabilité ne cesse que par la sortie des effets. Si le client a oublié quelque objet, il est en faute, et ne pourrait rendre le tenancier responsable qu'en prouvant une faute de sa part. Nous ne pouvons admettre que l'on présume cette faute. (En sens contr. Cass., 4 juill. 1814, *D. Rép. Gén.*, v° *Dépôt*, n° 164 en note.)

Revenons au dépôt d'hôtellerie. Quel serait le sort des effets que le voyageur a pu laisser derrière lui ?

Plusieurs hypothèses sont à envisager.

Les hôtels se chargent en général, moyennant un léger droit, de garder les effets des voyageurs, soit en

vue de séjours prochains, soit à charge de les remettre à une personne indiquée.

Le dépôt ainsi formé n'est plus un dépôt d'hôtellerie. La convention intervenue entre le voyageur sur son départ et le maître d'hôtel, a changé le dépôt nécessaire en un dépôt ordinaire. Le maître d'hôtel n'a pas été choisi en tant qu'hôtelier devant remplir le métier de haute confiance qu'il a embrassé. C'est bien à cause de ce métier, parce qu'il est l'intermédiaire le plus commode, qu'on l'a préféré, mais le dépôt ainsi conçu est à côté de l'exercice de ses fonctions, il n'est plus alors qu'un dépositaire salarié. Les cas fortuits ne sont plus à sa charge. (Pont. *Pet. Contr.*, I, 534. Baudry-Lacant., XX, 1202. *Contra* Laurent, XXVII, 162. Paris, 6 avril 1829, P. chr., 1828-1830, 2.244.)

Le cas n'est plus le même lorsque les effets ont été oubliés par un voyageur ; aucune convention n'est intervenue qui ait modifié la nature du dépôt primitif.

Il existe il est vrai, une faute de la part du voyageur ; mais elle n'est pas de celles qui augmentent la charge des dépositaires ; elle ne peut donc atténuer la responsabilité de celui-ci. (Laurent, XXVII, 162).

CHAPITRE X

RECOURS DU DÉPOSITAIRE

Obligé par sa responsabilité spéciale à réparer le préjudice causé au déposant, le dépositaire acquiert un recours contre l'auteur du dommage pour rentrer dans les sommes qu'il a dû débouser.

Ce recours ne peut être utilisé dans la plupart des cas; l'auteur reste inconnu, au moins officiellement, aucune preuve n'existant contre lui. L'obligation de démontrer péremptoirement la culpabilité de l'individu est précisément la raison qui poussera le déposant à s'adresser au dépositaire, à l'égard de qui il n'a à prouver que le dommage qu'il a subi.

Lorsque l'auteur du dommage est un étranger au service de l'hôtel, aucun doute n'existe. Il peut même se faire que le dépositaire, au cas où l'auteur est lui-même domestique, ait un recours contre le commettant. Le cas a été jugé; il s'agissait d'un vol commis au préjudice d'un voyageur par le domestique

d'un autre voyageur. (Trib. civ. Lyon, 23 décembre 1865, D., 66. 3. 40.)

Si l'on se plaisait à la recherche d'hypothèses bizarres, nous pourrions citer le cas d'un voyageur, volé dans un hôtel par son propre domestique. En laissant les choses suivre leur cours, le voyageur après avoir actionné l'hôtelier comme dépositaire, se verrait appelé à son tour, comme commettant responsable de son domestique. Mais en ce cas l'action sera refusée contre l'hôtelier, pour éviter cette navette de procédure. (Troplong, XV, 237 ; Sourdat, *De la responsabilité*, II, 966.)

Telle était déjà la solution de notre ancien droit, depuis un arrêt des Grands-Jours de Clermont. (Merlin. *Répert.* v° *Hotellerie*.)

Lorsque l'auteur est un domestique du dépositaire ce recours doit également exister, tant à l'égard du déposant lésé, qu'à celui du dépositaire responsable.

Il est, en effet, à moins de circonstances spéciales, responsable de ses fautes, et l'exonération qui pourrait résulter de la folie, par exemple, ne peut lui être acquise par sa qualité de domestique. A moins toutefois que le fait dommageable n'ait été commis que sur l'ordre du maître. Il aurait alors pour se soustraire aux conséquences de son acte l'exception de mandat.

Le montant du recours peut varier suivant les hy-

pothèses. Nul lorsque le domestique est insensé, ou a agi d'après des ordres précis, il peut arriver à être égal à la somme déboursée, dans le cas où aucune surveillance de la part du commettant n'eût empêché son acte. Le poids de la responsabilité doit alors être porté par lui seul.

Mais le plus souvent la faute sera commune ; le commettant n'aura pas apporté toute la vigilance nécessaire, cette inattention ayant permis l'accomplissement du préjudice. Responsable pour le tout vis-à-vis du déposant, le dépositaire ne pourra recourir que pour partie contre son préposé.

Ce sera au tribunal à faire la part de chaque faute dans le préjudice, et à proportionner suivant ces données le montant pécuniaire à la charge de chacun.

Cette fixation peut être faite soit par le jugement qui condamne le dépositaire, si le préposé fut appelé, soit par un jugement séparé. Le premier jugement ne peut être opposé au dépositaire par le domestique car il n'a pas eu pour but de fixer les responsabilités respectives du dépositaire et du préposé ; mais bien celle du dépositaire en tant que responsable civilement vis-à-vis du déposant (Sourdat, *De la responsabilité*, II, 766 et suiv. ; D., *Rép. gén.*, v° *Responsabilité*, n°s 529 et suiv.).

Le recours peut être exercé de deux façons : par action soit principale, soit incidente.

Actionné par le déposant, le dépositaire peut appeler l'auteur du dommage, pour faire liquider par un seul et même jugement, le montant de ce qu'il doit au déposant, et de ce qui lui est dû par l'auteur du dommage.

Mais dans ce cas le déposant ne peut souffrir de l'insolvabilité de l'auteur du dommage. A son égard le dépositaire répond de l'indemnité totale.

Le dépositaire peut aussi après s'être vu condamné envers le déposant, engager le recours par action principale.

Ces deux modes sont en effet de droit commun.

Ce recours se prescrit en général par trente ans : à moins toutefois que le fait dommageable ne soit un crime ou un délit, car alors le recours se prescrira en même temps que l'action publique.

CHAPITRE XI

COMPÉTENCE ET EXERCICE DE L'ACTION

Les dépôts dont nous parlons sont tous commerciaux vis-à-vis du dépositaire. Ils sont sinon un acte principal de commerce, du moins un accessoire de la profession qu'il exerce.

Le déposant, à l'égard de qui subsiste le caractère civil du dépôt est toujours demandeur dans les cas que nous avons envisagés. Le choix lui appartiendra donc entre la juridiction civile et la juridiction consulaire. (Cass., 9 déc. 1901, D. 03. 1. 113.)

Le cas a été jugé spécialement en matière de dépôt dans un vestiaire de théâtre. (Paris, 23 avril 1902, D., 03. 2. 323. En sens contr., Baudry-Lacant., XX, 1252.)

Le choix du degré dans la juridiction civile se fera suivant les règles ordinaires de la compétence *ratione materiae*. Sans oublier que le tribunal civil jugeant en matière commerciale sera toujours à ce

titre compétent (Bourges, 17 déc. 1877, D., 78. 2. 39, S., 78. 2. 112, J. P., 78. 1. 475).

Tel est le principe général, mais des difficultés se sont élevées en deux cas.

La loi du 25 mai 1838 donne compétence aux juges de paix pour les contestations entre hôteliers et voyageurs pour dépenses d'hôtel et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge, en premier ressort jusqu'à 100 francs et à charge d'appel jusqu'à 1500 francs.

Cette compétence spéciale a été créée dans le but de faire obtenir à l'hôtelier et au voyageur une justice prompte, sans déplacement, et avec le minimum de frais. (Bourbeau, *Compétence et procédure civiles de la justice de paix*, VII, 107 et suiv. ; Curasson, I, 242 ; Guilbon, *Traité prat. de la comp. des J. de paix en mat. contentieuse*, 165 ; Carré, *Compétence judiciaire des juges de paix*, 176 ; Sourdat, I, 572 et suiv.).

Lorsque l'objet du litige ne dépasse pas 1.500 francs deux tribunaux peuvent être compétents : la justice de paix et le tribunal de commerce.

Longtemps on a admis le monopole du juge de paix en ces espèces. On enseignait alors que sa compétence devait exclure celle du tribunal de commerce, car ces deux juridictions sont exceptionnelles, et en matière de juridiction de cette nature, ce qui est attribué à l'une est par ce fait même enlevé à

l'autre. (Curasson, I, 242 et note ; Guilbon, 166 ; Carré, 176 et suiv. — Poitiers, 1^{er} mars 1844, *J. P.*, 44. 2. 187 ; Paris, 13 février 1844, *J. P.*, 44. 1. 365 ; Limoges, 2 mai 1862, *J. P.*, 62. 1. 762. — En sens contr., Bourbeau, VII, 118.)

Mais bientôt la Cour de cassation condamnait ce système et proclamait l'existence du libre choix du demandeur lorsqu'il n'a pas fait acte de commerce. (Cass., 4 nov. 1863. Cité par Guilbon, n° 166, p. 107.) La Cour suprême a depuis consacré ce système (Cass., 21 juill. 1873, *Gaz. des Trib.*, 24 juill. 1873).

Un arrêt récent en a spécialement fait l'application en matière de dépôt d'hôtellerie (Cass., 9 décembre 1901, D., 03. 1. 113).

La portée de la loi du 25 mai 1838 se réduit à donner aux juges de paix la connaissance d'espèces qui de droit commun eussent été réservées aux tribunaux de première instance.

Dans l'ordre civil cette action en responsabilité ne devra plus être portée devant le tribunal civil, que si la valeur de la demande est indéterminée, ou dépasse 1.500 francs. (Bourges, 17 décemb. 1877, D., 78. 2. 39, S., 78. 2. 112, *J. P.*, 78. 1. 475.)

Le tribunal de commerce sera seul compétent si le dépôt a été un acte de commerce de la part du déposant. Le contrat ayant été commercial des deux côtés aucune raison n'existe de maintenir le choix

entre les deux juridictions (Cass., 27 février 1847, S., 59. 2. 160, *J. P.*, 58. 849).

Certains auteurs pensent que la compétence spéciale établie par la loi de 1838 ne s'applique pas lorsque le fait dommageable a eu lieu durant le transport des effets de la voiture à l'hôtel ou inversement, alors même que le transport a été effectué par les domestiques de l'établissement. Ces auteurs pensent qu'il n'y a pas encore dépôt, ou que celui-ci a cessé. (Carré, 189; Carou, I, 230.)

Cette opinion repose sur une erreur. Le dépôt existe avant l'entrée des objets dans l'établissement, par la seule remise aux mains d'un préposé, et se prolonge après la sortie des effets jusqu'à remise par le préposé au voyageur. La compétence spéciale s'applique donc dans ces deux cas.

Le dépôt dans les gares soulève une difficulté identique. La loi de 1838 donne aussi aux juges de paix la connaissance des actions intentées aux voituriers, jusqu'à 100 francs en dernier ressort et à charge d'appel jusqu'à 1.500 francs. Cette disposition après quelques hésitations fut reconnue applicable aux chemins de fer, bien qu'antérieure à leur création, et spécialement au dépôt dans les gares des bagages à enregistrer. Le conflit de compétence fut soulevé et naturellement résolu dans le même sens que précédemment. (Sourdat, II, 1075.)

La compétence locale a soulevé moins de discussions que la compétence *ratione materiæ*, du moins dans les limites que nous avons tracées à cette étude. Le tribunal compétent est comme en droit commun celui du domicile du défendeur, c'est-à-dire celui de la situation de l'établissement où eut lieu le fait dommageable.

Très facile à déterminer dans la plupart des cas, ce tribunal l'est difficilement lorsque le défendeur est une compagnie de chemin de fer. Nous n'avons pas la prétention d'exposer ici les détails de la controverse qui s'est élevée sur cette question, dépassant de beaucoup les limites de cette étude, nous en rappellerons brièvement les conclusions.

En principe toute société doit être assignée au lieu où elle a son siège social, car c'est là le domicile de toute personne morale.

L'application de ce principe aurait obligé à porter toutes les actions devant le Tribunal civil de la Seine, solution aussi ennuyeuse pour le demandeur que pénible pour le tribunal qui se serait vu surchargé de causes.

La jurisprudence fut vite obligée de diviser la compétence, et à cette fin de considérer comme succursales un certain nombre de gares, qui limité au début ne fit que s'accroître depuis.

En principe l'assignation ne peut être donnée dans

n'importe quelle gare ; il faut que l'établissement ait une certaine importance, et que le personnel soit revêtu de certaines qualités. Cette détermination n'est qu'une question de fait dont l'appréciation est réservée aux tribunaux. Il me semble donc utile, et même nécessaire au développement complet de cette étude, d'exposer ici les particularités que la jurisprudence prend en considération dans cette matière.

Une délégation spéciale donnée par la compagnie à un chef de gare, tant de recevoir des assignations que de signifier des sommations et défenses, autorise évidemment à intenter contre lui des poursuites en tant que représentant la société. (Cass., 5 avr. 1859, D., 59.1.247, S., 59.1.673 ; Cass., 16 janv. 1861, D., 61.1.126.)

A côté de cette délégation expresse, peut exister une délégation tacite qui résulte des faits.

L'attribution à un employé de pouvoirs étendus et généraux, non limités à un service spécial, exploitation, traction ou voie, est considérée comme établissant un mandat aux fins de recevoir les assignations. (Besançon, 8 fév. 1888, D., 88.2.211 ; Bordeaux 1^{er} juillet 1891, S., 92.2.130.)

L'importance de la gare, tant au point de vue des affaires qu'elle traite, que du centre de population où elle est située, la désignation de conseils attitrés (avocats ou avoués) donne à la gare le caractère de

succursale, et aux employés supérieurs le pouvoir de recevoir les assignations (Aix, 21 août 1872, D., 72, 2. 182.)

Il est évident que le demandeur n'aura pas le choix entre toutes les gares présentant la qualité de succursale. Cette qualité est en effet limitée, au point de vue de la compétence, aux affaires qui ont été passées chez elle. Le déposant devra donc assigner la compagnie devant le tribunal dans le ressort duquel se trouve la gare où a eu lieu le dépôt, si elle présente les caractères de succursale ; sinon le tribunal sera celui de la gare principale dont elle relève.

Telle est la jurisprudence à l'égard des compagnies des chemins de fer, quelle est-elle vis-à-vis de l'État en tant qu'exploitant ?

En cette qualité l'État est un commerçant, il est donc justiciable des tribunaux de commerce. Les solutions que nous avons données s'appliquent donc au réseau de l'État comme aux autres. Incontestée dans la situation actuelle, où il y a concurrence entre l'État et les compagnies privées. (Cass., 8 juill. 1889, D., 89. 1. 353.) Cette décision est discutée au cas où l'État viendrait à s'emparer du monopole des chemins de fer. Mais nous n'avons pas encore à envisager cette situation.

A qui doit être remise l'assignation ?

Il ne suffit pas d'avoir trouvé le tribunal compétent, il faut encore remettre à qui de droit l'assignation. S'il y a un individu préposé à ce service, aucune difficulté ; au cas contraire elle doit être remise à l'employé qui se trouve chargé d'attributions générales ; faite à un employé chargé d'un service spécial, elle serait nulle (Grenoble, 6 décembre 1873, D., 74. 5. 121 ; S., 74. 2. 4.)

L'action intentée au dépositaire ne présente plus dans notre droit le caractère personnel de l'*actio poenæ persecutoria* des Romains ; elle peut être exercée contre les héritiers du dépositaire. (Baudry-Lacant., XX, 1249.)

La durée n'en est limitée par aucun texte spécial, la prescription des actions en restitution des dépôts dont nous avons parlé sera donc de trente ans.

Toutefois si le fait constitutif du dommage est un crime ou un délit, l'action civile en responsabilité s'éteindra en même temps que l'action publique et sera prescrite par dix ans ou trois ans (C. inst. crim., art. 638 et 640).

APPENDICE

DE LA FEMME DU DÉPOSITAIRE

Il ne s'agit pas ici de la femme qui, comme commerçante, se voit constituée dépositaire, mais de la femme d'un commerçant qui se trouve dans cette situation.

Très souvent, la femme aide son mari dans l'exercice du commerce qu'il a entrepris ; de ce fait elle assume une responsabilité dont l'étendue est très variable suivant la qualité que l'on attribue à la femme.

Cette qualité est déterminée par la part plus ou moins active que la femme prend officiellement au commerce du mari.

En toute situation, elle peut être considérée comme préposée de celui-ci. Elle est donc, d'après les règles générales, responsable des faits et fautes qui lui sont personnels et dans les mêmes conditions que les préposés. Le Code de commerce lui confère cette

qualité, dans tous les cas où aidant son mari elle ne peut être considérée comme commerçante (C. comm., art. 5, al. 2. — Cass., 11 janvier 1869, D., 69. 1. 208).

Dans cette situation il est nécessaire pour établir sa responsabilité de démontrer une faute spéciale de sa part; or subordonner à cette condition l'existence d'une action contre elle, équivaut presque à la supprimer.

Une telle solution est acceptable, lorsque la femme ne prend qu'une part effacée au commerce; mais souvent elle l'exerce concurremment avec lui, le remplaçant durant ses absences. Intéressée à la réussite, elle est plus qu'un préposé et mieux qu'un fondé de pouvoir. Elle est presque une associée (Montpellier, 6 août 1867, D., 69. 1. 208).

Cette thèse ne va pas sans difficulté et ne peut être prise au pied de la lettre.

Le Code de commerce déclare la femme commerçante, dans le cas seulement où elle exerce un commerce séparé de celui de son mari (C. comm., art. 5, al. 2).

Certains auteurs voient dans ce texte un principe strict, et, en concluent logiquement que la femme, n'étant alors que préposée, ne s'engage pas elle-même (Lyon-Caen, I, 204, 268 et suivants).

Il nous semble qu'il n'y a là qu'une présomption, qui peut être combattue par la preuve contraire lorsque le commerce étant au nom du mari, la femme

s'engage seule ou concurremment avec lui pour son commerce (Thaller, 177).

Dans ces conditions sa responsabilité se trouve augmentée ; elle devient personnellement responsable vis-à-vis des tiers avec qui elle a traité, comme l'eût été son mari lui-même (Cass., 5 mai 1857, *J. P.*, 59. 288).

Cette doctrine fut appliquée dans des termes identiques par la Cour de Montpellier, à la femme d'un hôtelier (Montpellier, 6 août 1867, *D.*, 69. 1. 208). Mais la Cour suprême à qui l'arrêt fut déféré, évita de se prononcer aussi catégoriquement qu'en 1857, profitant d'une circonstance de fait, pour ramener le cas litigieux dans les limites de notre première hypothèse. (Cass., 11 janv. 1869, *D.*, 69. 1. 208.)

Responsable comme si elle était hôtelière, la femme ne peut plus exiger la preuve d'une faute précise lorsqu'elle aura reçu elle-même le dépôt.

Il appartient au tribunal juge du fond, d'apprécier les faits qui peuvent faire considérer la femme comme associée du mari, en établissant la situation active et personnelle qu'elle occupe dans le commerce.

Est-il possible d'aller plus loin encore, et de considérer la femme et le mari comme formant une société ? La question est controversée.

La jurisprudence se maintient avec une constante fermeté dans la négative (v. Planiol, tome II, n° 1984

et les arrêts cités). A l'appui de cette solution on allègue qu'un tel contrat est de nature à modifier les conventions matrimoniales, et à apporter dans les relations du mari et de la femme un caractère d'égalité incompatible avec l'exercice des droits du mari comme chef et comme administrateur de la communauté.

La doctrine, avec un ensemble presque aussi imposant, se prononce pour la possibilité d'un tel contrat, sous la condition qu'il n'en résulte aucune modification des conventions matrimoniales (Laurent, XXVI, 140 ; Pont, *Les sociétés civiles et commerciales*, I, 36 et suiv. ; Alauzet, I, 151 et suiv. ; Lyon-Caen et Renault, *Les sociétés commerciales*, 78, et note ; Thaller, 346, et suiv. En sens contr. Massé, II, 1267)..

Si donc un contrat de société est intervenu entre les époux, ils pourront être considérés comme membres d'une société ordinaire. Le système de la jurisprudence ne s'éloigne pas énormément de celui-ci ; car il n'admet pas la rétroactivité de la nullité d'une telle convention. La différence consiste dans la possibilité de dissoudre à tout moment la société.

Mais les conditions imposées par la doctrine pour la validité de cette société nous semblent exclure la possibilité de la formation tacite. Les ménagements à garder pour ne pas encourir la nullité, absolue

et rétroactive, que la doctrine établit comme sanction, nécessitent la rédaction de clauses multiples et étudiées, dont la complexité est incompatible avec une formation tacite.

Ce mode ne peut servir à établir l'existence ou la non-existence d'un ensemble prévu par la législation.

Vu : le Président de la thèse
PLANOL

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-recteur de l'Académie de Paris
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- ALAUZET. — Commentaires du Code de commerce, t. I, 2^e édit., 1868, 7 vol.
- Assises de Jérusalem. — T. II. Assises de la Cour des Bourgeois. Édition du Comte Beugnot, 1843, 2 vol.
- AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil français, t. IV, 4^e édit., 1871, 8 vol.
- BARDET ET LALAURE. — Recueil d'arrêts du Parlement de Paris, t. II, édit. 1773, 2 t. en 1 vol.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET WAHL. — Société, Dépôt et Prêt dans la collection. Traité théorique et pratique de Droit civil, t. XX, édit. 1898, 26 vol.
- BEAUMANOIR (PH. DE). — Coutumes de Beauvoisis, t. II, édit. Salmon, 1900, 2 vol.
- BEAUNE (H.). — Le droit coutumier français, t. IV. Les contrats, 1889, 4 vol.
- Bibliothèque des arrêts. — Laurent Jovet, édit. 1669, 1 vol.
- COLMET DE SANTERRE. — Droit civil.
- CUJAS. — Paratitlacodicis sacratissimi imperator is Justisiani, édit. 1618.
- DALLOZ. — Recueil de Jurisprudence.
— Recueil périodique.

- DELAMARE. — Traité de la Police, t. III, édit. 1722, 3 vol.
- DENISART. — Collection de décisions nouvelles, t. II, Paris, 1786, 8 vol.
- DESPEISSES.¹ — Œuvres. Éditées par Guy du Rousseaud de la Combe, Paris, 1750, t. I, 3 vol.
- DEZOBRY. — Rome au siècle d'Auguste, t. I, 4^e édit., 1875, 3. vol.
- Dictionnaire des Arrêts. — Jurisprudence universelle des Parlements de France. J. Brillon, t. III, Paris, 1727, 6 vol.
- FENET. — Travaux préparatoires du Code civil, t. XIV, Paris, 1827, 15 vol.
- FONTAINES (PIERRE DE). — Conseil à un ami, édit. Marnier. 1846, 1 vol.
- FRIEDLAENDER. — Civilisation et mœurs des Romains du règne d'Auguste à la fin des Antonins. Traduct, Vogel, 1874, 3 vol.
- Gazette des Tribunaux.
- Gazette du Palais.
- GUILLOUARD. — Traité du Prêt, du Dépôt et du Séquestre, Paris, 1892, 1. vol.
- HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code civil. Du dépôt, t. XI, Paris, 1898, 15 vol.
- ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises, 1829.
- Journal du Palais.
- LAURENT. — Principes du droit civil français, t. XXVII, 2^e édit. Bruxelles, 1877, 33 vol.
- LENEL (O.). — Essai de reconstitution de l'Édit perpétuel. Édit Frd. Pelletier, 1901, 2 vol.
- LOCRÉ. — Commentaire et complément des Codes français, t. XV, Paris, 1828, 31 vol.
- LOUET. — Recueil de plusieurs notables arrêts donnés en la cour du Parlement de Paris, t. I. Paris, 1678, 2 vol.

- LYON-CAEN. — Traité de droit commercial, 2^e édit., 1889, 8 vol.
- Traité des sociétés commerciales, 1892, 1 vol.
- MASSÉ. — Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens, t. II, 3^e édit., 1874, 4 vol.
- MAYNARD (Géraud de). — Notables et singulières questions de droit écrit, t. II. Paris, 1751, 2 vol.
- MAYNZ. — Cours de droit romain, 4^e édit., 1877, 3 vol.
- MERLIN. — Répertoire universel de jurisprudence, 1827, t. VII.
- MOMSEN ET MARQUARDT. — La vie privée des Romains dans le Manuel des antiquités romaines, t. XIV et XV. Traduct. V. Henry, 1892.
- MÜHLENBRUCH. — Doctrina Pandectarum. Édit. 1838.
- PLANIOL. — Traité de droit civil, 3^e édit., 1902, t. II.
- PONT. — Traité des petits contrats, t. I, 1867.
- Les sociétés civiles et commerciales, t. I, 1880, 2 vol.
- POTHIER. — Œuvres, t. V. Édit. Bugnet, 2^e édit., 1860, 10 vol.
- SIREY. — Recueil de jurisprudence.
- SOURDAT. — Traité général de la responsabilité, t. II, 3^e édit., 1876, 2 vol.
- THALLER. — Traité de droit commercial, 3^e édit., 1904, 1 vol.
- TOULLIER. —
- TROPLONG. — Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles, t. XV, 1845.

